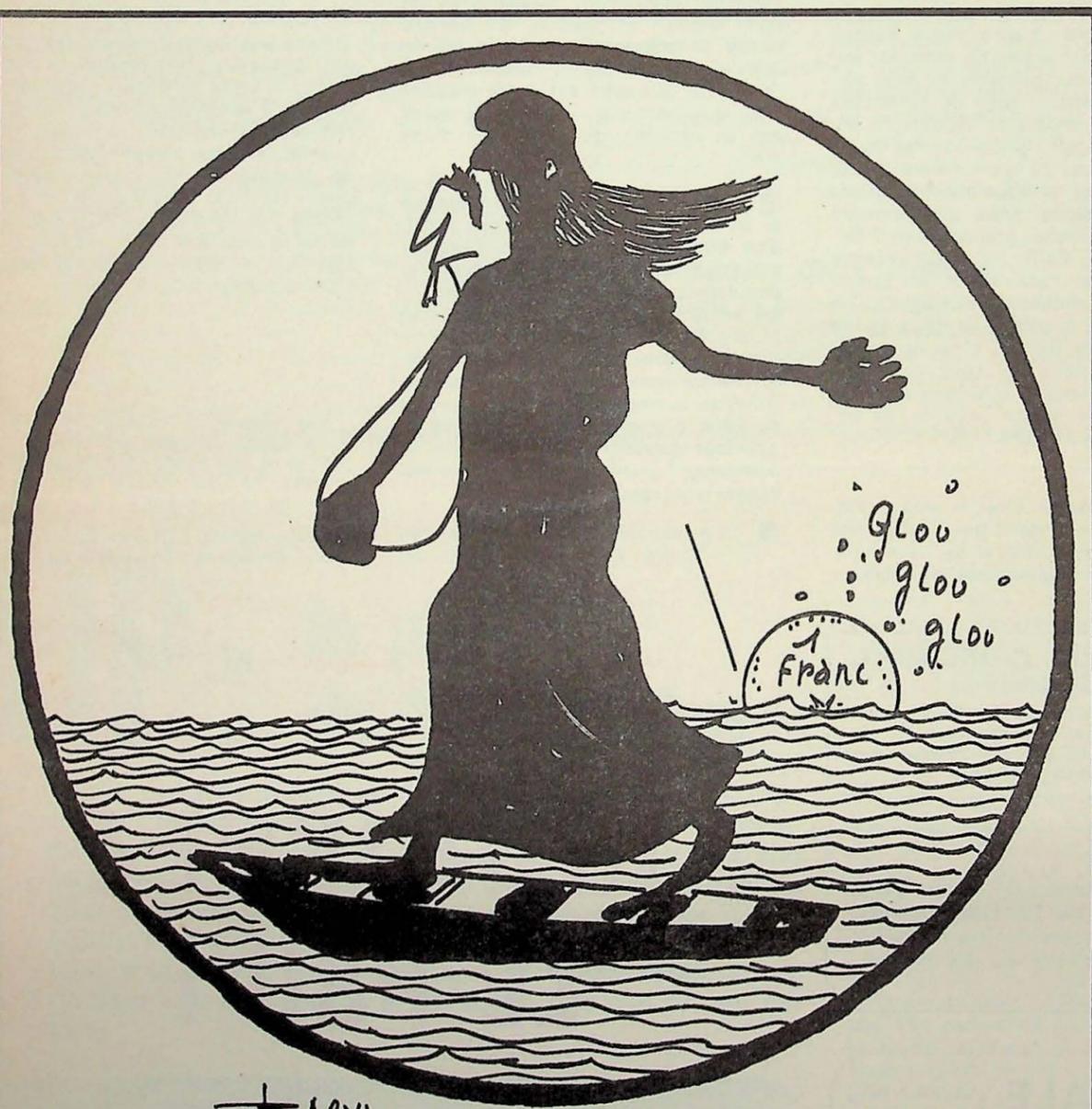


# tribune

PSU

## socialiste



○ **LA CRISE**  
l'alternative

○ **GRANDE  
BRETAGNE**  
le lock-out

○ **VIETNAM**  
un an après

○ **SANTÉ**  
la loi du profit

# à la dérive

Directeur politique : Gérard FERAN.  
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.  
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.  
Collectif de rédaction : Robert DES-  
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-  
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François  
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue  
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :  
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE  
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37  
9, rue Borromée - 75015 PARIS  
Publicité : Régie Information  
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.  
S. A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

# 7 JOURS DANS T.S.



## CALENDRIER POLITIQUE

● Vend. 25 janv - 20 h 30 - Paris-17<sup>e</sup> -  
FJT Cité des Fleurs - Loué Cantou - 29,  
rue Gauthey : « Le fait occitan » avec  
film sur le Larzac.

● Sam 26 janv à Mouchard (Jura) WE  
de formation avec Alain Rannou.

● Merc 30 janv - à St-Nazaire - meeting  
avec Alain Rannou du BN du PSU  
« Du contrôle ouvrier à l'autogestion ».

● Merc 30 janv - Paris-17<sup>e</sup> - 18 h 30 -  
Place Péreire - manifestation de sou-  
tien au peuple vietnamien.

● Sam 2 fév - 14 h à 20 h - (95) Eau-  
bonne - 6, rue des Tilleuls (local PSU) :  
6 heures pour le Chili.

## A NOTER

La Fédération des Bouches-du-Rhône com-  
munique l'adresse de son nouveau local : 13,  
boulevard Maurice-Bourdet (près de la gare  
Saint-Charles) 13001 Marseille. Des perma-  
nences y sont tenues les mercredis et vendre-  
dis de 18 à 20 heures et les samedis de 15  
à 18 heures.

## FOTOLIB

Pour les Comités d'Entreprises, Grou-  
pes de quartiers, Syndicats, Comités  
de lutte qui désirent faire des panneaux  
d'information photos, l'agence de pres-  
se « Fotolib » peut vous procurer des  
documents sur les luttes actuelles et  
les problèmes principaux de notre épo-  
que, tant en France qu'à l'étranger. Il  
vous est possible de vous abonner et  
de recevoir régulièrement un certain  
nombre de photos sur les sujets de  
votre choix à des prix abordables...

Prévenez-nous de ce qu'il se passe  
dans votre région ou votre quartier,  
les luttes ou les faits divers qui vous  
semblent importants, cela permettra  
de mieux assurer le service d'agence pour  
répercuter votre information...

S'adresser directement à Fotolib, 36,  
rue René-Boulangier - 75010 Paris - Tél.  
206-16-24. (Bon 1 mai).

## ● DERNIERE MINUTE

L'agitation se développe un peu partout pour tenter de sauver Puig Antich du garrot. Ce mardi soir, des militants du PSU ont occupé pendant près d'une heure l'Office National Espagnol du Tourisme. La police a fait évacuer les lieux. Parmi les manifestants, un député, notre camarade Yves Le Foll. ■

■ Y'a comme du flottement. Le franc, qu'on en était si fier, que c'était une si belle monnaie, si solide, et tout ça, que le dollar à côté c'était de la roupie de sansonnet, que ces Italiens — ah là là, ces Italiens — et ces Anglais, tous des mauvais Européens, et des incapables avec leur livre et leur lire en vadrouille... bon, bref, voilà que Giscard, avec sa bouche en cul de poule distinguée, vient nous dire sans rire, qu'on ne dévalue pas, non mes-sieurs-dames, mais qu'on laisse flot-ter, ce qui, si j'ai bien compris, revient exactement au même mais permet de sauver la face. Qu'est-ce qui reste donc de ce régime, de sa grandeur, de son arrogance, de sa prétendue in-dépendance? Il n'y a pas que le franc qui flotte, c'est toute l'embarcation V<sup>e</sup> République qui va à la dérive.

■ Les mécanismes monétaires, c'est du subtil. On peut pas bien dire qu'on comprend tout, comme ça, du premier coup. N'empêche qu'il est facile de comprendre ce qu'explique Rocard (p. 5), qu'il n'y a pas de monnaie eu-ro-péenne unique possible, et donc pas d'Europe possible, sans de profondes réformes de structures. Autrement dit, que l'Europe sera socialiste, ou qu'elle ne sera pas, qu'elle ne sera jamais autre chose qu'un appendice de l'Amé-rique impérialiste. Mais que reste-t-il donc du gaullisme, grands dieux? Si : les SAC, les CDR, les barbouzes de tous poils, les racketteurs, les proxé-nètes, les trafiquants de drogues, les seigneurs de la pègre. Je viens de lire le bouquin de Jaubert, c'est un impla-cable réquisitoire qui vous colle des frissons. A dévorer absolument : nous nous battons, mieux vaut le savoir, contre des gangsters (1).

■ Les gangsters, c'est le mot qu'em-ploie Jacques Rennes pour parler des dirigeants américains et de leurs hom-mes de main. Parmi ceux-là, Thieu, le

ministre fantoche de Saïgon. Deux cent mille prisonniers politiques dans les geôles de Poulo Condor et des autres camps de torture du Sud-Viet-nam. Un million d'hommes maintenus scus les drapeaux. Vingt mille « con-seillers » militaires et policiers améri-cains. La chasse aux sorcières. Le chômage, la drogue, la prostitution, la misère, quoi. C'est l'image du Viet-nam, en paix (!) depuis un an mainte-nant. (p. 8 - 9).

■ Revenons à la crise. Jacques Gallus s'appuie largement sur notre manifes-te de décembre 72. « Contrôler au-jourd'hui pour décider demain », pour expliquer quelle est, pour la France, l'alternative (p. 4). Est-ce illusion, d'ail-leurs, de dire que nos idées font leur chemin? Il semble, au travers des dé-bats internes à la CFDT (p. 11) comme au vu des résultats de la récente réu-nion des partenaires du Programme commun qu'il y a comme du rappro-chement dans l'air. Comme si on commençait, à gauche, à prendre mieux conscience des enjeux, et de leur imminence. Féran rappelle dans l'édito (p. 3) quelle est notre concep-tion de la politique — qui ne se réduit pas au petit jeu des sondages d'opi-nion.

■ Borel rentre de Grande-Bretagne et titre son papier : « Le Lock-Out ». Bon titre, qui résume bien l'impres-sion générale d'un pays où toute la population laborieuse paie — cher — les erreurs de gestion du capitalisme (p. 6 - 7).

L'Angleterre, la calme, la laborieuse, la conventionnelle Angleterre, au ré-gime de la semaine de trois jours et de l'état d'urgence, s'interroge. Et se souvient peut-être qu'elle a été la première, il y a bien longtemps, à dé-capiter son roi..

■ Voilà pour les gros morceaux d'un « TS » bourré à craquer. Quand on

vous dit que seize pages c'est un mi-nimum! Vous pourrez constater (p. 16) que nous avons doublé le cap des 2.000 abonnés : c'est dire que la cam-pagne marche assez bien pour le mo-ment. Mais il faut poursuivre absolu-ment l'effort d'implantation entrepris. Et il est nécessaire de s'en expliquer.

Pour la première fois depuis long-temps, « TS » se trouve dans une si-tuation relativement saine. Mais nous avons toujours le lourd problème de notre dette envers l'imprimeur, une vieille ardoise qui doit tourner autour de 16 millions (anciens, of course). Il s'agit de se débarrasser cette année de cette ardoise. Sans cesser pour autant de payer chaque semaine le gros million (un million deux cent mille environ) qui assure la sortie du numéro. Alors, il faut se battre, pas d'autre solution : en gros, cela veut dire qu'il reste environ 3.000 abonnés nouveaux à trouver. Et nous pourrions tout à la fois apurer nos comptes et développer le journal, ce qui est aus-si une urgente nécessité.

Faire encore et toujours des abon-nés nouveaux. Développer en même temps la vente militante, multiplier les points de vente (la marge bénéficiaire laissée aux sections n'est pas négligeable), insister auprès des vendeurs de journaux et des kiosquaires pour que « TS » soit plus souvent et mieux affiché : ce sont des tâches militantes de toute première importance, et il est bon que le parti semble le réaliser. Bon courage.

B. L. ■

Une lectrice de Marseille nous écrit : « un abonné nouveau par militant. Mais moi, je ne suis qu'une lectrice, et pas une militante du PSU. Ai-je le droit de faire aussi des abonnements? » A votre avis?...

(1) Alain Jaubert. « Dossier D, comme dro-gue ». Ed. Moreau. En vente à TS.

## POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

# REJOIGNEZ LE PSU !

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE :

*la campagne continue !*

Monsieur

La Société Générale a déjà fait échouer un plan de relance de Lip, le plan Interfinexa, en refusant le concours financier qui lui était demandé.

Aujourd'hui, un nouveau projet peut assurer la relance de Lip. Tant que vous n'avez pas manifesté votre accord pour fournir ce concours financier nécessaire, vous ferez la démonstration que ce ne sont pas les clients, mais bien les banquiers qui ont, chez vous, « le sourire de satisfaction ».

Pour l'heure donc, et en attendant que votre direction révise son attitude, je prends toutes dispositions

pour retirer mon argent de votre banque.

Signature.

● Nous tiendrons régulièrement dans « T.S. » un bilan de l'opération « Refusez votre argent à la Société Générale ». Bon à retourner à « T.S. » 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Je déclare avoir retiré mon argent de la Société Générale, soit la somme de (1) .....

(1) Indication utile pour établir un bilan financier.

## POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

# la vraie politique

**O**N commence enfin à respirer dans les services « politiques » des rédactions. La vraie politique est en train de reprendre ses droits. La vraie, c'est-à-dire la course aux présidentielles, l'état de santé du Président, la supputation des chances des successeurs possibles, le baromètre des états d'âme des Français.

## temps difficiles

Ouf ! Il était temps. Le métier de journaliste politique devenait impossible. Depuis neuf mois, on était obligé de parler des lycéens, des OS, des travailleurs immigrés, de l'avortement, de la croissance et bien sûr, hélas, de Lip. Il n'était plus possible de reléguer toutes ces questions au coin d'une rubrique « social », « éducation » ou « vie quotidienne ». Ils avaient pris une telle force que chaque fois le régime se trouvait incapable d'y apporter une réponse, chaque fois la gauche toute entière se trouvait interpellée et se devait d'en tenir compte pour obtenir la confiance de tous ceux qui se battaient. Ces temps difficiles sont peut-être, Dieu merci, dépassés.

Il a suffi que Sanguinetti oublie de rappeler, lors d'une récente interview, que Pompidou restait le premier candidat de la majorité, pour entraîner un branle-bas général de la classe politique. Il a suffi que Georges Marchais qui, pour l'essentiel, avait évoqué des questions autrement importantes, « lâche » à Europe n° 1 la petite phrase de la candidature unique de la gauche pour que journaux, radios et télévision annoncent qu'enfin les Français allaient pouvoir se con-

sacrer entièrement aux paris délicieux du PMU élyséen.

Voici « Le Point » qui nous annonce en une, que c'est Jobert qui monte. Non, répond le baromètre du « Figaro », c'est Giscard qui reste le mieux placé. Pas du tout, enchaîne « Valeurs Actuelles », Messmer garde toutes ses chances...

On voudrait bien sûr que la gauche rentre dans le jeu. Car il est à l'évidence beaucoup moins corrosif pour le système de savoir que Mitterrand perd deux points, voire que Rocard en gagne un, plutôt que d'être confronté à une gauche qui s'interroge sur son avenir, ouvre un débat sur la croissance, la nature de son unité, le débouché politique des luttes sociales.

Voilà bien le PSU dira-t-on, sans doute : point de salut pour lui en dehors des luttes à la base ! Mais le procès que l'on pourrait nous faire devient difficile à instruire. Est-il « apolitique » le débat sur l'autogestion ouvert au Congrès de Toulouse et qui est devenu depuis un enjeu pour toutes les forces politiques et syndicales ? Sont-elles apolitiques nos propositions concernant les finalités de la production et de la consommation au moment où s'achève une période historique de l'histoire du capitalisme fondée sur l'exploitation à grande échelle des pays du Tiers-Monde ?

## les moyens de l'unité

Etions-nous de piètres « chrétiens populistes » comme on aime à le dire ici et là, lorsqu'au dernier Conseil national nous propositions que le mouvement ouvrier se donne les moyens d'une unité plus forte et plus combative ? Il faut croire que non, puisque le

débat sur une plate forme anticapitaliste des partis et des syndicats est désormais au cœur de tous les débats de la gauche, comme en témoignent le débat de la CFDT et la réunion au sommet des partis signataires du Programme commun.

## une action politique

Et Lip enfin, Lip qui, par la nature et la ténacité du combat de ses travailleurs en vient à produire une crise ouverte de gouvernement, c'est sans doute encore une affaire de doux rêveurs millénaristes ?

Alors nous sommes fondés à nous demander aujourd'hui : qu'est-ce qu'une action politique ?

Non pas pour refuser les combats électoraux ou pour nier l'importance d'échéances comme les présidentielles ou les législatives. Mais ces échéances mêmes n'ont de sens que si elles permettent un débat sur des choix de société.

Il est important que les partis politiques et les syndicats qui sont porteurs de la confiance du mouvement ouvrier ne se trompent pas aujourd'hui de terrain dans leur combat. Si la bourgeoisie, si le pouvoir actuel n'ont rien d'autre à se mettre sous la dent pour cacher leur échec que les horoscopes et les bulletins de santé, fort bien ! Mais les enjeux sont trop importants pour que la gauche emboîte le pas.

Il y a trop de luttes à mener, trop de débats à approfondir, trop de propositions à discuter pour que nous puissions courir le risque d'attendre, l'arme au pied, qu'un quelconque sondage nous dispense de la lutte des classes.

Gérard FERAN.

# LIP : le pari de l'expansion

Tous ceux qui ont misé sur la mort de Lip, sur l'échec des formes de lutte que les travailleurs se sont données commencent à faire grise mine. Ce n'est pas que tout soit réglé, que le combat soit gagné, mais on voit le jour au bout du tunnel. Personne ne peut encore dire si ce tunnel débouche sur le chemin de la victoire ou sur le vide. Mais déjà, à la lecture des journaux, à certaines déclarations, on peut voir où vont les préférences des uns et des autres.

**N**OUS ne parlerons pas de Messmer, son ridicule n'a d'égal que celui de Pompidou, qui s'obstine à laisser sévir au poste de Premier Ministre le colérique de Matignon. Côté majorité, Sanguinetti s'en donne à cœur-joie. Il vibre, le bougre. Mais il nous a tellement habitués à voir se passer le contraire de ce qu'il prédit, que l'on se prend à espérer très fort. Malgré tout, par le ton, le pouvoir donne des indications : le plan Neuschwander est inférieur aux propositions Giraud. Cela a un goût de lutte d'arrière-garde dans un combat perdu. Le plus surprenant, c'est que la CGT, par Fédération des Métaux interposée, chante le même air.

Nous ne ferons, quant à nous, sur ce point, aucune conclusion définitive. Mais on peut quand même avancer quelques affirmations : comparons les deux hommes successivement nommés par le Pouvoir : Giraud est un industriel ne connaissant rien à l'horlogerie, rien à la mécanique de haute

précision (c'est lui qui l'a dit), rien au marché de la montre. Il a commencé les négociations sans aucun document sur l'entreprise, sans aucune étude réalisée. Neuschwander est un homme de marketing. Or, précisément, le gros problème dans l'horlogerie, ce n'est pas de fabriquer des montres (surtout avec la qualité du personnel de Lip) mais de les vendre. Il a, de plus, déjà fait une étude pour Lip dans le passé (dénonçant à l'époque la gestion de l'entreprise). Il a de la documentation et il a fait une étude économique sérieuse avant de présenter ses conclusions.

Deuxième remarque. Giraud était à la fois le négociateur industriel et le négociateur social. C'était la pire des situations et l'on a vu négocier le nombre de travailleurs d'une entreprise sans savoir quelle entreprise allait exister. Cette fois-ci, un projet industriel est préparé. Il devra être terminé avant que les négociations sociales commencent. Cela semble beaucoup plus logique.

Troisième remarque : la comparaison des « plans ». Côté Giraud, il n'y a jamais eu de véritable plan. Tout au plus, une vague esquisse. Ce sont les travailleurs qui ont proposé la formule du G I E en démontrant qu'il ne fallait pas démanteler pour permettre à Lip de vivre. Giraud ensuite proposa la création d'un atelier « boîtiers ». Au fur et à mesure que les négociations avançaient sur le nombre de travailleurs par poste, au fur et à mesure que les travailleurs démontraient que le nombre de salariés était insuffisant, Giraud prenait du monde au boîtier. Jusqu'à ce que l'on fut revenu au point de départ.

Alors, les travailleurs proposèrent de réoccuper les postes des boîtiers. Giraud répondit : « Non, je réembauche 954 personnes, pas une de plus et je ne justifierai plus des affectations ». C'est ce que l'on a appelé le plan Giraud.

Le peu que l'on pouvait en deviner laissait présager une entreprise récessionniste dans une industrie en pleine expansion, sans aucune cohérence économique. Lip avait six mois, un an à vivre, pas plus. Ce qui a été présenté au vote des travailleurs c'est une page et demie de texte proposant de revenir au temps de Ebauches S.A., ne disant rien ou presque sur les structures de l'entreprise, visant à licencier autant de travailleurs qu'avant le début de l'action et offrant un statut social inférieur à la convention collective.

Nous n'avons pas beaucoup d'éléments du plan Neuschwander. Nous savons qu'il a été préparé avec les cabinets Mac Kinsey et Interfinexa. Nous savons qu'un ordinateur à travaillé. Les premières conclusions disent non au démantèlement. Il y aura besoin de sources d'argent du secteur équipement pour investir dans l'horlogerie. Il y aura besoin d'un certain nombre de reconversions dans la mé-

canique de haute précision. Remarquons au passage que l'on reparle du secteur mécanique.

Le choix industriel qui est fait est un projet fortement expansionniste préservant les chances d'imposer Lip dans la bataille capitaliste de l'horlogerie, donc les chances de préserver à moyen et long terme l'emploi des travailleurs. Restent de grande inconnues, toujours les mêmes depuis la semaine dernière. Le financement : à notre connaissance, une bonne partie serait trouvée ; il manquerait encore notamment le FDES (Fonds de Développement Economique et Social). Le statut social ne serait discuté qu'une fois le projet industriel terminé.

Si l'on veut aujourd'hui comparer les deux plans, on peut dire :

1° Le plan Giraud n'a jamais existé en tant que projet industriel ;

2° Giraud était au service du Pouvoir qui voulait faire un exemple politique ;

3° Neuschwander est au service d'industriels qui veulent faire de l'argent avec Lip et en prennent les moyens. Son plan de relance industriel n'est pas terminé, mais l'on sait qu'il correspond à une réalité économique.

Que la CGT, une première fois soit tombée dans le panneau Giraud, cela arrive à toutes les organisations, même les plus importantes. Qu'aujourd'hui elle récidive en disant que Giraud présentait plus de garanties que Neuschwander, cela devient grave.

Aujourd'hui, pour nous, l'action suit la même ligne : renforcer le rapport de force en faveur des Lip afin d'accélérer la construction du plan de financement, afin de leur permettre d'obtenir un statut social correct. Cela veut dire explications, débats, information. Cela veut aussi dire, à vos plumes, écrivez : Société Générale, Monsieur le Directeur, je retire mon compte...

Alain RANNOU ■

# la crise



## l'alternative

**Sommes-nous au début d'une ère économique nouvelle : A en croire M. Giscard d'Estaing, cela ne fait pas de doute. Pour lui, l'Occident développé est confronté à un défi : être capable de poursuivre la croissance d'hier malgré le bouleversement des données énergétiques qui étaient précisément à la base de cette croissance. L'analyse du PSU s'exprime également en terme de défi. Mais celui-ci est exactement l'inverse du défi capitaliste énoncé par le Ministre des Finances ; pour le PSU, il s'agit de saisir l'occasion du coup de tonnerre énergétique pour fonder les premières orientations d'un nouveau modèle de croissance.**

**E**N faisant une proposition de cette nature, notre parti est fidèle à sa tradition ; il a souvent par le passé élaboré des solutions politiques et économiques permettant de sortir par l'avant de problèmes décisifs pour l'avenir du pays. Ce fut le cas notamment de nos projets concernant le plan et de ceux concernant la décolonisation de la province ; les Pouvoirs Publics d'alors ont préféré sortir de ces problèmes par l'arrière, c'est-à-dire d'une part en supprimant quasiment toute planification centrale et d'autre part en créant de misérables assemblées régionales qui ne font en rien progresser l'autonomie et la démocratie locales.

Voici qu'aujourd'hui nous sommes à nouveau parvenus à un carrefour où il va falloir choisir.

Le premier choix qui se présente est celui de la révolution économique. C'est le choix de la raison ; le seul.

C'est le choix de la raison parce que la majorité des peuples en Occident est convaincue — même lorsqu'elle a peur de se l'avouer ouvertement — que « ça ne peut plus durer comme ça ». Il est clair en effet que la croissance capitaliste actuelle mène **nécessairement** (c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une opinion de nature idéologique, mais une réalité matérielle, objective) à l'impasse. Car si le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle ont pu jusqu'à présent fonder leur expansion extraordinaire sur les progrès techniques issus de la révolution scientifique, celle-ci, aujourd'hui, s'essouffle au point que la croissance va buter

sur les obstacles matériels de l'épuisement des matières premières et de la dégradation de la nature. Et il faut une dose solide d'optimisme au service d'une analyse marxiste simpliste pour croire, avec les partisans du programme commun de la gauche, que cette impasse est due à la seule propriété privée des moyens de production.

C'était une erreur il y a un an de défendre le programme commun sur une croissance de type capitaliste de 8% par an, cela l'est plus encore aujourd'hui de dire que celui-ci n'a besoin que de retouches marginales pour s'adapter au défi énergétique. Non pas parce que le pétrole a mis l'Occident à genoux, ce qui est faux, mais parce que la crise énergétique est un élément supplémentaire qui montre que la croissance à la japonaise n'a pas d'avenir.

### long et difficile

En dehors de ce butoir matériel à la croissance de type capitaliste, de nombreuses autres raisons militent en faveur d'une révolution économique. Le Manifeste « **Contrôler aujourd'hui pour décider demain** » voté par le Congrès du PSU en décembre 1972 à Toulouse s'étend longuement sur

ces points ; il ne s'agit pas pour nous de triompher en remarquant que les événements nous ont donné raison. Il s'agit que de plus en plus nombreux soient ceux qui constatent lucidement que la croissance effrénée de la consommation marchande premièrement ne réduit pas les inégalités entre les couches sociales et deuxièmement ne répond pas aux désirs profonds de l'intérêt et de la responsabilité dans le travail, du calme et du confort dans le cadre de vie.

Mais il est vrai que si les motivations de cette révolution peuvent s'exprimer simplement, en revanche, nous ne tomberons pas dans le simplisme que nous reprochons à d'autres quant à ses moyens d'application. Nul doute en effet qu'il sera long et difficile de réorienter l'appareil productif français ainsi que nos habitudes dans le sens d'un recul de l'argent et de la possession privée de marchandises comme seules sources de satisfaction, comme seuls buts à l'activité individuelle et sociale. Il sera dur par exemple d'abandonner la voiture individuelle en tant qu'objet de plaisir pour ne lui plus garder que son intérêt fonctionnel qui n'est pas nul, mais sans commune mesure avec ce que la publicité essaye de faire croire ; ce sera dur, d'abord parce que chacun de nous est plus ou moins intoxiqué psychologiquement par la voiture et n'imagine pas qu'on puisse s'en passer dans la plupart des cas, et ensuite parce que deux millions d'emplois dépendent directement ou en sous-traitance de l'industrie automobile ; on ne transformera pas ces emplois du jour au lendemain.

### la croissance capitaliste

La question que nous posons plus haut — sommes-nous au début d'une ère économique nouvelle ? — est ainsi mieux précisée. Tout porte à croire que le capitalisme va chercher les innovations techniques lui permettant de poursuivre la croissance dans la même voie qu'autrefois puisqu'il ne sait faire que cela. Dès lors, on peut s'attendre à ce que le capitalisme se transforme, se modernise, et en fin de compte, s'adapte à la crise présente de l'énergie afin de reculer passagèrement les limites d'épuisement et de destruction de la nature. Ce sera tout le contraire d'une ère économique nouvelle, mais bien la prolongation désespérée d'un mode de développement économique — le capitalisme — qui a eu pendant deux siècles son heure de nécessité historique et qui désormais n'a plus rien de positif à apporter à la cause des économies développées.

On sait que le programme commun propose à cet égard une politique sensiblement différente de celle du PSU. Elle a été défendue une nouvelle fois publiquement par François Mitterrand lors de la récente émission télévisée Actuel 2. La défense de la stratégie économique du programme s'est faite en deux temps.

Premier temps : la menace énergétique a été fortement exagérée par le

gouvernement pour affoler l'opinion afin que celle-ci lui renouvelle sa confiance ; il n'y a donc pas de menace sérieuse de crise, et l'économie française, telle qu'elle est, est en bonne santé.

Deuxième temps : ce que nous, signataires du programme commun, reprochons à l'économie actuelle, c'est de ne pas croître assez vite en faveur des moins fortunés ; or, puisque cette économie est en soi capable de cette croissance rapide, nous relancerons la croissance en stimulant la demande, notamment — explique toujours Mitterrand — en augmentant les salaires.

Ce dernier point mériterait discussion, car il n'est pas sûr que ce soit cet élément-là de l'arsenal keynésien qui soit le mieux approprié en la circonstance. Mais cette remarque est marginale par rapport au débat de fond qui est celui-ci :

Nous sommes en plein accord avec F. Mitterrand pour dire qu'il n'y a pas à l'heure actuelle de crise décisive du capitalisme et que la question pétrolière a été volontairement dramatisée par le gouvernement parce que la peur sert toujours les intérêts de la droite. Mais, en revanche, nous nous demandons si cette analyse doit entraîner inéluctablement la défense de la croissance de type capitaliste et même — comme le laissent entendre certains partisans du programme commun — son renforcement. Cette défense de la croissance rapide est toujours faite au nom de l'amélioration du niveau de vie des travailleurs.

Il va de soi que l'ambition du PSU est également d'améliorer ce niveau de vie ; mais nous disons que la croissance de type capitaliste — hormis le fait qu'elle mène au désastre planétaire — n'est pas du tout le meilleur moyen d'atteindre ce but. Nous disons que seule une réelle transition au socialisme, amorçant sérieusement le recul de l'économie marchande, est capable de résoudre nos problèmes en permettant à chacun de bénéficier d'un niveau de vie meilleur dans le cadre d'un style de vie (au travail comme dans les activités de temps libre) différent.

### paradoxe

Le paradoxe est que cette conception ne soit pas majoritaire au sein des forces de gauche, alors que la crise pétrolière offre une occasion inespérée de lancer une vaste offensive psychologique sur ce thème. Certes, nous connaissons les difficultés d'une telle entreprise, car les travailleurs sont imprégnés de l'idéologie dominante qui les pousse à devenir des petits bourgeois.

Mais nous croyons pour notre part que les forces d'inspiration socialiste ne doivent pas retarder le socialisme sous prétexte que l'idéologie petite-bourgeoise gagne du terrain.

Elles doivent au contraire affermir leurs positions pour proposer une véritable alternative de pouvoir.

Jacques GALLUS ■

**UN LIVRE D'ACTUALITÉ**  
*le manifeste du PSU*  
" **contrôler aujourd'hui**  
**pour décider demain** "

10 F - Librairie TS

# la perfide pression

**O**N peut assurément penser beaucoup de mal de ce gouvernement, on ne saurait lui contester beaucoup d'aplomb. Il a la force tranquille des âmes simples, condition nécessaire pour pouvoir, impavide, nier l'évidence contraire et mépriser la perfide pression des faits.

Il en va ainsi de Lip. La force tranquille s'exprime en une conviction : « *Lip c'est fini* ». L'évidence contraire, c'est que l'outil Lip peut être rentable. La perfide pression des faits tient à ceci que le capitalisme a horreur du profit manqué comme la nature du vide. Ce sont des capitalistes canadiens qui ont mis en cause le blocus américain sur Cuba parce qu'il y avait des contrats juteux à obtenir. Ce sont des capitalistes français, parmi les plus dynamiques et les plus gros, qui semble-t-il, vont réussir à faire repartir Lip. Et tant pis pour le gouvernement.

Il en va de même du pétrole et des affaires monétaires.

En matière de pétrole, la force tranquille des âmes simples s'exprime : il n'y a pas de problème. C'était parier, avec de très grandes chances de succès, qu'il n'y aura pas de blocus durable ; on savait d'ailleurs que la pénurie limitée du mois de décembre était due bien davantage à la rétention des compagnies qu'au ralentissement de la production. Mais l'évidence demeure : il y a un problème, massif, énorme, celui des prix. On le sent venir depuis plus d'une dizaine d'années, de très nombreux experts l'ont annoncé.

Et la perfide pression des faits se fait à nouveau sentir : faute d'avoir prévu une évolution inévitable et d'ailleurs nécessaire du point de vue de l'ensemble du tiers monde, faute d'avoir développé l'énergie nucléaire, maintenu notre autonomie technologique à cet égard, organisé des substitutions de formes d'énergie, commencé la réorientation du modèle de consommation, l'économie française est l'une des plus fragiles devant un choc qu'elle prend de plein fouet, et qui détruit l'équilibre de sa balance des paiements. Panique au gouvernement. Et l'on fait flotter le franc. Il n'y aurait pourtant pas de quoi s'affoler : il y a dans les caisses une bonne année et demie de réserves de devises dans la pire hypothèse de déficit extérieur. Ça devrait donner le temps d'aviser.

En matière monétaire, le tableau est le même. La force tranquille des âmes simples s'exprime : « *il faut un système monétaire comportant des changes fixes, et pour commencer des changes fixes entre monnaies européennes, ce qui constituera la base d'une future monnaie européenne unique* ».

Mais l'évidence contraire demeure : il ne peut pas y avoir de monnaie commune lorsque prix, salaires et productivité sont différents, sauf si une planification active entreprend les réformes de structure nécessaires. Mais seul le socialisme peut imposer cela, le capitalisme ne peut en envisager même la perspective. Et la perfide pression des faits se fait sentir : l'économie française est moins autonome en énergie que l'américaine ou l'anglaise, plus fragile à

## des faits

...



par  
**Michel  
Rocard**

l'exportation que l'allemande ou la japonaise. Les changes fixes obligeraient la banque fédérale d'Allemagne et quelques autres banques centrales à soutenir le franc en l'achetant contre leurs devises. Elles ont dû nous renvoyer la note, et la note en question doit être salée ! Alors on a pris peur, on décroche et on fait flotter le franc.

A l'horizon de mon clocher et pour les quelques semaines qui viennent, cela ne manque pas d'astuce. Cette arme d'ailleurs doit figurer dans la panoplie de la gauche pour dissuader la spéculation contre le franc socialiste. Mais que ce soit l'actuel gouvernement qui le fasse, et les conditions dans lesquelles il le fait, voilà qui appelle quelques commentaires :

— En l'absence d'une autre stratégie monétaire et d'une autre politique d'alliances, faire flotter le franc c'est se rallier aux positions de la diplomatie monétaire américaine, c'en est fini des rododendres sur l'indépendance nationale.

— Le franc va flotter à la baisse, ce qui va renforcer le dollar.

— On renonce ainsi à toute tentative d'unification monétaire européenne. Voilà un autre discours gouvernemental qui tombe.

— La thèse gouvernementale à propos du pétrole, le fameux « *pas de problème* », disparaît aussi dans la tourmente.

Et puis, il y a l'avenir. Dans l'état actuel des choses, le franc ne peut flotter qu'à la baisse. Dire qu'on ne dévalue pas est un mensonge. Le silence sied à la dignité des gouvernements. Et ensuite... si le franc baisse trop, il faudra bien finir par le soutenir tout de même, et les pertes de devises recommenceront. Ou on ne le soutiendra pas du tout, et il n'y aura pas de limites à la dévalorisation de la monnaie et à l'inflation.

Quel est donc le problème et que faut-il faire ? Les économies développées doivent faire face à un renchérissement important, mais attendu de leur énergie et de leurs matières premières. Pour les pays qui ont d'importantes réserves de devises, et c'est notre cas, il n'y a pas de problème grave à très court terme. Affolement ni panique ne sont de mise.

Mais à long terme, c'est l'ampleur des besoins d'énergie qui est en cause, et à travers elle, le rythme de la croissance et le modèle de consommation. Baisser la durée du travail, s'orienter vers des relations moins marchandes, développer massivement l'emploi dans des services tels que la santé, l'enseignement, l'éducation permanente, le sport collectif, l'animation culturelle, l'aide aux isolés, aux handicapés, aux personnes âgées, améliorer l'urbanisme et la vie collective dans les villes, voilà des perspectives qui correspondent au socialisme autogestionnaire et qui ont l'avantage d'être des réponses techniquement adaptées à la situation énergétique et monétaire d'aujourd'hui.

Faute de s'orienter dans cette voie, le franc restera fragile, la balance des paiements déficitaire et l'emploi menacé. Des astuces conjoncturelles ne sauraient y pallier.

La vérité du moment, c'est qu'il n'y a pas grande critique à faire du flottement du franc, sauf à s'en amuser parce que cette mesure contredit radicalement tout ce que le gouvernement a fait et dit depuis six mois. Mais s'il en reste là, rien ne sera résolu. Et l'heure sera venue du socialisme... ou bien, si la peur s'empare de l'opinion, de solutions autoritaires.

# les 6 heures de Paris

**Lundi 14 janvier : plus de 3.000 personnes à la Mutualité aux « Six heures pour l'Autogestion » à l'appel des organisations du CLAS (1).**

**S**IX heures qui, nul ne pouvait le prévoir, ont eu lieu au moment où les travailleurs de Lip, réunis en assemblée générale extraordinaire à Besançon, attendaient des nouvelles des négociations qui se déroulaient dans le bureau de Charbonnel.

Charles Piaget, qui devait participer au meeting, était bien sûr resté au milieu de ses camarades, mais la lutte des travailleurs de Lip fut constamment présente au cours de la soirée, dans les débats, comme dans le meeting central où furent annoncés les résultats des négociations, et où la lecture d'un message que Charles Piaget venait de téléphoner eut comme réponse les acclamations d'une salle qui scandait longuement : « *Non Messmer, Lip n'est pas fini* ».

**pas comme d'habitude**

La lutte des travailleurs de Lip était présente pour tous, mais aussi celle des travailleuses de Cerizay, dont l'expérience fut exposée au meeting central par l'une des 27 ouvrières licenciées par Cousseau.

Soirée de solidarité militante. L'animation même des couloirs de la Mutualité le montrait, l'ambiance de ce rassemblement n'était pas celle qu'ont trop souvent les meetings « traditionnels » : stands d'entreprises ou de secteurs en lutte (E.V.R. d'Aubervilliers, Fonction publique, etc.), film au magnétoscope sur Cerizay et vente de chemisiers « Pil », vente de montres Lip, stand des « Commissions Lip », etc.

Le meeting central lui-même, partie pourtant « traditionnelle » de la réunion, ne « sonnait » pas tout à fait comme d'habitude. Après la présentation du CLAS, de ses perspectives et de ses projets, par Victor Leduc, et après l'intervention de la camarade de Cerizay, Michel Rocard devait préciser ce que signifiait le projet de l'autogestion socialiste, avant d'examiner la crise actuelle du capitalisme, et plus particulièrement la situation en France : face à cette crise, seul le socialisme autogestionnaire apporte une réponse « *qui tient debout* ». « *Ce n'est plus l'utopie et le rêve* » devait déclarer Michel Rocard, « *le socialisme autogestionnaire est la seule traduction authentique de la très longue espérance du mouvement ouvrier* ».

L'autogestion socialiste : pourquoi ? mais aussi : comment y parvenir ? Maurice Najman devait s'attacher à dégager les axes d'une stratégie révolutionnaire pour l'autogestion. Mais, ainsi que le soulignait André Jeanson, l'élément essentiel de la soirée fut certainement l'ensemble des débats qui, pendant trois heures, se déroulèrent dans quatre salles différentes.

Points communs à tous : l'importance du nombre de participants et le sérieux des discussions. Cependant, le

bilan que l'on peut en tirer n'est pas le même pour tous. Bilan très positif de la réunion « *Ecole* », où furent clairement abordés les problèmes dans les exposés de luttes des lycéens, d'enseignants, de travailleurs intervenant sur les problèmes de l'école, comme dans la discussion. Un élément important et significatif : une cinquantaine de participants ont demandé à poursuivre ce débat et à travailler dans le cadre du CLAS.

**réflexion à poursuivre**

Bilan positif également de la commission « *Chili* » où s'est manifestée la volonté de poser les questions de fond, et de les aborder de manière concrète par rapport à la situation française : quels rapports entre l'aspect politique et l'aspect militaire de la lutte des classes, comment la séparation de ces deux aspects ne permet pas de répondre aux problèmes posés par l'exigence de l'armée bourgeoise.

Le débat sur le cadre de vie et la ville a, lui aussi, abordé les questions de fond, à partir d'expériences d'actions menées par des camarades des A.P.F. en Seine-et-Marne, ou par des camarades de Chevry II, du Val-de-Marne ou du 13<sup>e</sup> arrondissement : quelle est la spécificité des luttes sur la ville, quelles en sont les ambiguïtés possibles, comment passer du stade défensif au stade offensif. Seul point noir, mais il est important, le débat sur les luttes ouvrières s'est limité en fait à un échange d'expériences. Ceci montre la nécessité d'une réflexion commune approfondie.

En fait, cette réflexion, l'ensemble des débats a montré qu'il fallait la poursuivre. La perspective des assises nationales pour l'autogestion, qui doivent se tenir probablement dans trois mois, doit entraîner de multiples confrontations. L'effort doit devenir plus précis et plus suivi : dans ce but, les organisations du CLAS de la région parisienne ont proposé la tenue d'une « *rencontre parisienne de l'autogestion socialiste* » dans la dernière quinzaine de mars, qui serait consacrée à l'étude précise, en petits groupes, de trois thèmes principaux : 1) La crise actuelle du capitalisme ; 2) La concrétisation de ce débat par secteurs afin de définir les axes d'intervention possibles ; 3) La définition des formes d'organisation à la base des forces de l'autogestion socialiste.

Il n'est ni exagéré, ni triomphaliste de dire que ces Six Heures du 14 janvier ont été un net succès. Mais elles n'auront véritablement atteint leur but que si elles peuvent entraîner un développement de la réflexion et du travail communs à tous les niveaux.

C. B. ■

(1) Comité de liaison pour l'autogestion socialiste qui regroupe : Action, AMR, Amis de la Terre, GAM, Groupes TC, Obj. Socialistes, PSU, CNAFP.

au TogeStion



**GRANDE-BRETAGNE**

# le lock-out

*(de notre envoyé spécial)*

Coca Cola ne rayonne plus, le soir, sur Piccadilly Circus. Les néons sont éteints : des lampions de lendemain de fête. Quelle fête ? Londres n'était déjà pas si gaie autrefois. Autrefois, c'était hier : la belle époque pour les chapeaux melons de la City. Les voilà aujourd'hui, ces brasseurs d'affaires, la mine renfrognée, prêts à hurler à l'Apocalypse, en appelant au civisme, à « l'esprit de Dunkerque ». C'est ça : on tente de mobiliser. La presse grossit ses titres, multiplie les images fortes. Le navire va sombrer. Mais on dirait déjà le radeau de la Méduse.

11h 30, ce vendredi 11 janvier dans le centre de Londres, chez le Maspero local — façon anglaise s'entend, — on allume trois camping-gaz avant d'éteindre l'électricité. Deux flics — deux « bobbies » — parcourent la rue

le nez en l'air pour voir si l'ordre de restriction est bien respecté.

16 h 15, le lendemain samedi à Nottingham, Ken Coates, dirigeant de l'Institute for Workers' control (Institut pour le contrôle ouvrier), quitte un instant la réunion et revient avec deux bouts de chandelle qui vont éclairer la fin des débats.

La Grande-Bretagne vit à l'heure de la « three-day week », la semaine de trois jours — version améliorée, d'un certain point de vue, de la fameuse semaine anglaise. Et du coup, la consommation d'alcool augmente en flèche ; les stocks de pilules contraceptives s'épuisent. La télé arrête ses émissions à 22 h 30 et le Conseil de Londres a programmé un « cartoon » de 15 secondes sur le thème « Soyez sûrs que votre baby est désiré ». 100.000 enfants sont déjà déclarés en préparation. La princesse Anne s'en remettra-t-elle ?

**U**N aller-retour Londres-Nottingham, please... — Mais quand voulez-vous revenir ? — Demain. — Pas possible : demain, comme tous les dimanches, les cheminots font grève ; dernier retour possible par le train de 23 heures ». Le guichetier de la gare Saint-Pancras est conforme au stéréotype de l'Anglais-flegmatique : à la curiosité pseudo-naïve de l'étranger, il rétorque par un ferme « no comment ».

Le jeudi d'avant, c'est le réseau sud qui avait été paralysé par la grève des conducteurs de locomotive, alors que l'ensemble des cheminots (29.000) observe depuis trois semaines une grève du zèle, doublée de celle des heures supplémentaires.

Mais le conflit du rail, s'il en rajoute aux tourments des Sujets-de-sa-Majesté, n'est pas considéré comme le principal péril sur la « paix sociale » britannique. Depuis le 12 novembre, dans le pays minier, les « gueules noires » mènent une vigoureuse grève des heures supplémentaires ; ce qui, officiellement, a pour effet de réduire de 30 % la production de charbon — combustible qui assure la moitié de l'énergie — au moment où les Arabes, etc.

Et depuis le 13 novembre, toute l'île vit en état d'urgence. Ce qui, en royauté libérale, signifie pour le moins qu'il se passe « des choses » : entre autres, que le capital lui-même est menacé ; dans ses fondements, bien plus que dans son expression politique classique. On n'avait pas vu ça depuis la grève générale de 1926 qui, elle-aussi — comme ailleurs dans le monde industriel — précédait une

grande crise du capitalisme, celle des années 30.

Et qu'on ne se y trompe pas, là encore : ce qui se joue actuellement en Grande-Bretagne, c'est bien une crise structurelle, la même qui touche les économies de marché et que les Heath, Brandt et Pompidou — pour ne parler que de ces complices — voudraient déguiser en un accident de parcours provoqué par les rois du pétrole et aggravé par les conflits sociaux.

## 10 millions de pauvres

Ainsi les grévistes britanniques sont-ils, pour les politiciens — et pas seulement les conservateurs avoués — de bons boucs émissaires. Comme on dit à l'IWC : « si les mineurs n'existaient pas, Heath aurait eu besoin de les inventer ».

Mais ils existent, et c'est même au milieu d'eux, à Nottingham, que s'activent les membres de l'IWC pour faire progresser l'idée de contrôle ouvrier, en attendant d'aborder la perspective de l'autogestion — qui se dit *self-management* en anglais.

300.000 habitants, située à quelque 250 km au nord de Londres, Nottingham est une ville industrielle du bassin minier. Un dixième environ des 250.000 mineurs anglais y vivent aux côtés de travailleurs de la mécanique, du textile et de la confection notamment.

Au sortir de la gare, sur le trottoir, trois « bobbies » flanqués d'un chien

policier figurent l'« ordre ». Le taxi s'arrête dans Gamble Street. La Maison Bertrand Russel, siège de l'IWC, le chauffeur connaît pas. Au coin de la rue, l'Auberge d'Albion arbore un énorme bock. La patronne y pompe de la Guinness à tour de bras. La fumée de tabac bleuit les joueurs de cartes. Bistrot populaire, plein de gaillards qu'on dirait Irlandais. Mais qui ne connaissent pas non plus le « Bertrand Russel House ». Bon, on va voir.

Visiblement, les petites usines du quartier ne tournent pas aujourd'hui samedi. Ce serait pourtant possible, puisque la semaine des trois jours correspond en fait à une fourniture d'électricité limitée à trois jours par entreprise : il y a donc rotation.

Un peu plus loin, un panonceau sur un grillage rouillé : « fabrique à vendre ». La crise ne date pas d'hier ici. Les maisons ouvrières, toutes petites, s'alignent, uniformes, si ce n'est la peinture criarde des portes et des volets. Certaines sont même abandonnées. Il y a de l'herbe entre les pavés humides.

Dix millions de Britanniques vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. 7 % de la population détiennent 84 % de la richesse du pays. Structure latifundiaire. D'ailleurs, les Indiens sont là aussi : ceux qui viennent vraiment de l'Inde, l'ancienne colonie. Ils sont arrivés par milliers, malgré Enoch Powell — ce Tixier-Vignancourt — et les mesures contre l'immigration. Ils ont rejoint le prolétariat noir du quartier londonien de Brixton. Ou bien se sont mêlés aux démunis de West-End.

Il y a aussi les Irlandais, regroupés

dans leurs secteurs, comme à Killburn où les flics viennent traquer leurs bounoules. Ils s'en foutent, les anglaises, de leur guerre d'Algérie.

Bon, voilà Bertrand Russel House. C'est le siège de la fondation du même homme — ce grand philosophe d'action — et celui d'une imprimerie, d'une bibliothèque et de l'Institute for Workers' Control. Ken Coates, son principal animateur, et Ken Fleet, le secrétaire général, ont réuni le comité de direction : une quinzaine de personnes rassemblées pour faire le point sur la crise et décider des grandes lignes du journal : « *Workers' control bulletin* » est hebdomadaire depuis l'aggravation de la situation ; à faible diffusion, il est surtout destiné aux travaillistes de gauche, aux syndicalistes et aux délégués d'atelier, ces « *shop-stewards* » — au nombre de 200.000 — qui sont les plus combatifs dans les luttes actuelles, et souvent opposés aux directions des appareils. C'est par leur information que le thème du contrôle ouvrier a les meilleures chances d'atteindre la base ; mais aussi, bien sûr par les affrontements de classes comme cette grève des mineurs qui met à nu les contradictions des partis politiques ou d'une confédération syndicale comme le TUC (*Trade Union Congress*) dont relèvent quelque 10 millions de salariés.

## Wilson = Heath

Organisme de conciliation, et non de décision, le TUC tente d'harmoniser les tendances et les intérêts par-



Heath : contre la « conspiration »

fois divergents des différents syndicats. Ce n'est pas lui qui décide d'une grève ou de la reprise du travail ; mais il peut influencer. L'actuel secrétaire général, Len Murray, tout en étant proche du parti travailliste, ne souhaite pas pour autant rompre le dialogue entre les travailleurs et le gouvernement au sujet de la politique anti-inflationniste.

Ce n'est pas là si contradictoire dans la mesure où Harold Wilson lui-même, à la tête du parti travailliste, ne prône pas autre chose quand il déclare : « Je ne soutiens pas et ne soutiendrai pas une action dirigée contre la loi. S'il y a, dans une quelconque industrie, des gens qui cherchent par le moyen de l'action sociale à changer un gouvernement démocratiquement élu, alors, je ne peux soutenir un tel mouvement. C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec les déclarations violentes qui parlent de détruire ce gouvernement ». Et il ajoute, in fine : « Même si je crois que la loi est mauvaise »... (Interview au « Sun »).

En fait, cela signifie que le parti travailliste est tout à fait incapable de présenter une traduction politique aux aspirations ouvrières du moment — elles aussi bien confuses, ce qui peut s'expliquer. Wilson n'a tout bonnement pas de politique économique de rechange et, somme toute, agirait bel et bien comme Heath s'il était au pouvoir. Ce dernier ne déclarait-il pas, le 10 janvier dernier, à l'adresse des délégués du TUC : « Je les invite à accepter cette offre de se réunir avec le gouvernement et les représentants du patronat, non pas dans un esprit de confrontation et de suspicion, mais dans un esprit constructif de modération et de raison », précisant que toute solution aux conflits devrait respecter « le cadre que le parlement approuve ».

Une telle « identité de vue » aide sans doute — comme on le pense à l'IWC — à la prise de conscience des travailleurs de la véritable nature politique de leurs luttes qui manque encore alors qu'existent « les conditions objectives d'une situation pré-révolutionnaire »... Cela peut paraître, à froid, relever de l'impudence gauchiste ; mais il faut penser que la Grande-Bretagne n'a pas eu son Mai 68.

## qui doit gouverner ?

Maintenant que les travailleurs ont des loisirs « offerts » par les patrons, ils discutent et s'interrogent. Et à voir s'étaler ainsi dans toute son indécence la pourriture capitaliste, on en vient bientôt aux questions : produire pour qui ? pour quoi ?

Les mineurs, qui demandaient des augmentations de salaires, ont, devant l'intransigeance patronale, ajouté à leurs revendications le paiement du temps de vestiaire. Rien de bien méchant encore — et d'ailleurs ça n'a pas marché non plus — mais la « qualité de la vie », comme on dit, commence à peser dans la balance en même temps qu'apparaît à l'évidence l'absurdité du système. Exemple, que des dockers ont rapporté à l'IWC :

« Le samedi 5 janvier, le navire « Ashington » accoste à Immingham et décharge 5.500 tonnes de charbon à centrale thermique en provenance de Pologne. Ce charbon est acheminé par chemin de fer à la centrale de Cottam. « C'est alors que l'« Ashington » fait mouvement, à une très courte distance de là, jusqu'au terminal des Houillères nationales, à Killingshome, où il embarque 5.500 tonnes de charbon à centrale destinées à l'Allemagne »...

Alors, qui fait les frais d'une transaction aussi insensée ? Les mineurs.

le mouvement ouvrier dans son attitude de collaboration qui fut celle des dernières années (avant 1970).

On voit qui va payer. De telles mesures ne s'attaquent évidemment pas aux racines du mal et, au contraire, l'entretien en profondeur : la Grande-Bretagne est malade de la fuite de ses capitaux à l'étranger (proportionnellement, les investissements britanniques à l'étranger sont deux fois plus importants que ceux des Etats-Unis) et de la faiblesse corrélative de son taux de croissance (2,8 % de 55 à 68, contre 5,5 % pour la France et 5 % pour l'Allemagne).

« Ouvrez les livres de comptes » dit Ken Coates à propos de la crise. Et on verrait, entre autres, que la plus-value réalisée en 5 ans sur un seul immeuble de bureaux londonien (le Euston Center) suffirait à satisfaire intégralement les revendications des mineurs pendant un an...

La gauche syndicale et travailliste tente de politiser les grèves, ce que ne manquent pas de lui reprocher les conservateurs (qui donnent dans l'« apolitisme », bien sûr) et la partie droite des travaillistes. Harold Wilson a dû reprendre d'une main ferme son cabinet-fantôme dans lequel un homme comme Anthony Wedgwood Benn, qui occupe le « ministère » du Commerce et de l'Industrie, fait figure de gauchiste. En fait, il est assez proche de l'I.W.C. et ses analyses de la situation, par leur rigueur et leur pertinence, tranchent sur le travaillisme grisâtre.

S'il est une exception dans le « shadow cabinet », il n'est pas seul dans un Labour Party partagé en plusieurs tendances. Pas seul non plus, évidemment, dans les syndicats et moins encore dans la classe ouvrière. Wilson doit faire des rappels à l'ordre à ses troupes, tandis que les appareils syndicaux mettent en garde les « shop stewards » contre la tentation de déclencher des grèves sauvages.

## conspiration

Quant à Heath, il n'a pas assez confiance en l'autorité du TUC sur ses militants. Alors, faute d'« autodiscipline » de la classe ouvrière, il ressort l'appareil répressif classique que la « paix sociale » avait tenu dans l'ombre. Il déterre, par exemple, une loi de 1875 sur la « conspiration » pour condamner à la prison trois ouvriers du bâtiment qui avaient animé, il y a six mois, des piquets de grève dans le Pays de Galles. Ces trois-là sont frappés de peines de 3 ans, 2 ans et 9 mois d'emprisonnement. 21 autres grévistes doivent encore être jugés. Des dockers aussi sont tombés sous le coup de cette ancienne loi scélérate ; mais ils ont dû être relâchés à la suite de mouvements populaires comme ceux qui soutiennent actuellement les trois emprisonnés.

Et les flics interviennent de plus en plus souvent, non seulement dans les quartiers irlandais de Londres, mais aussi au moindre mouvement de pro-

testation comme ceux qui se sont produits ces derniers jours dans des bureaux de sécurité sociale. Les « bobbies » perdent petit à petit leur auréole de « braves chiens » rendant service et tout.

Certains se constituent désormais en « special patrol groups » et circulent armés dans des voitures d'intervention.

Il y a « mieux » : le « Sunday Express » du 13 janvier révèle qu'une « liste rouge de casseurs » a été dressée par les services de sécurité ; elle comporte plus de 100 noms d'organisations et de « causeurs de troubles » susceptibles de semer le désordre dans une crise majeure.

Peu avant, le groupe de pressions pro-conservateur « Aims of Industry » (les buts de l'industrie) avait demandé à Heath de divulguer le nom des « meneurs communistes » dans les syndicats.

De son côté, l'« Evening Standard » a publié un dessin représentant Lord Carrington, qui vient de quitter le Ministère de la Défense pour celui de l'Energie (!), en train de fusiller les leaders des mineurs dans la Tour de Londres ; un officier lui dit : « Mais, Monsieur le Ministre, vous n'êtes plus à la Défense ! ». Il paraît que c'est de l'humour anglais.

La presse, y compris le « Times », en perd les pédales et sa réputation de « sérieux », qualifiant les grévistes de « rebelles » et de « saboteurs ».

## ennemi intérieur

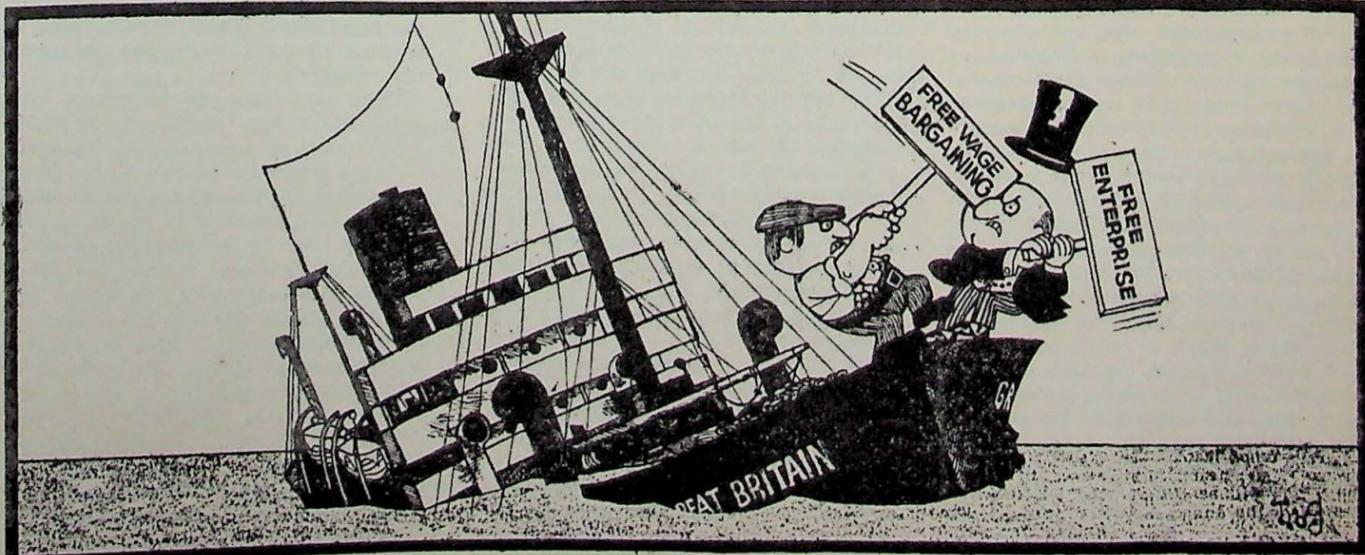
Enfin, l'apothéose a été atteinte avec l'opération militaro-policière autour de l'aéroport d'Heathrow. Opération qui ne peut se justifier par d'éventuels tirs de Palestiniens contre des avions, car on ne voit pas pourquoi de tels tirs se feraient aux abords immédiats des pistes, puisque les fusées SAM invoquées ont une portée qui permettrait d'opérer tranquillement dans les zones d'approche ou même depuis Londres. De plus, il faudrait au moins maintenir une surveillance constante, qui n'existe déjà plus maintenant...

Il s'agissait bien à la fois d'une manœuvre psychologique sur la population et de la nécessité tactique de coordonner les forces de répression dans un exercice commun. Il n'y a pas de CRS ou de gardes mobiles en Grande-Bretagne.

Le capitalisme anglais a, aussi, besoin d'un « ennemi intérieur ». S'il en est à l'inventer, c'est qu'il ne croit pas encore à son existence réelle. Ou qu'il pense ainsi l'exorciser.

Apprenti-sorcier, ça se traduit comment en anglais ?

Gérard BOREL ■



# VIETNAM

## un an après

Santiago, Athènes, Saïgon... Les alliés des Etats-Unis sont, partout, des assassins, de sanglantes marionnettes manipulées par les gangsters qui dirigent le plus puissant impérialisme de la planète. S'encombrer de circonvolutions et utiliser des euphémismes pour parler de ces criminels de guerre, c'est refuser toute solidarité avec les opprimés et s'exposer soi-même à être la victime de la plus grande mafia que l'histoire ait produite. Même si l'épuration a été fort limitée, et si, fondamentalement, l'ancien système social a été préservé, l'écroulement du régime nazi a donné lieu en Allemagne à de nombreuses condamnations. Mais justement, il y avait eu l'écroulement. A Washington, le système demeure intact; Watergate donne une petite idée de la pourriture au sommet, mais sans remettre du tout en question le système. Les criminels de guerre gouvernent en toute impu-

Confrontés à des difficultés intérieures, conscients de l'échec de leur stratégie militaire au Vietnam, ayant à faire face à un profond malaise dans leur propre armée, les dirigeants américains ont été contraints, après de multiples tergiversations, et après avoir lancé des raids criminels contre les villes nord-vietnamiennes, de signer l'accord de Paris de janvier 1973. Les Vietnamiens ont accepté de signer car ce texte leur était favorable. Certes, il ne leur accordait pas autant qu'ils l'auraient voulu, mais il s'agissait d'un document positif pour eux. C'est bien pourquoi Nixon et Thieu n'ont cessé de tout mettre en œuvre pour en violer toutes les clauses.

L'accord - qui a été répété et précisé par le communiqué conjoint Le Duc Tho-Kissinger de juin 1973 - reconnaît l'existence dans le Sud de deux gouvernements, de deux armées, de deux zones de contrôle et de trois forces politiques : Saïgon, le GRP et la troisième force. Il prévoit la délimitation des zones de contrôle, le respect de toutes les libertés, la formation d'un conseil de réconciliation nationale, la mise sur pied progressive d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections. Les armes devaient donc se taire tout de suite, et le combat devait être un combat politique, libre et ouvert.

### Thieu, étranger chez lui

Thieu et Nixon ont bien sûr refusé : le maître et le serviteur savent fort bien que toute amorce de débat démocratique, de retour réel à la paix signifierait la fin de leur présence dans le pays. L'impérialisme a un besoin vital de dictature locale dans ce genre de pays s'il veut demeurer présent, écouté, et finalement imposer sa volonté. Il a horreur du peuple car le peuple ne veut pas de lui. Il lui faut donc l'asservir sans lésiner sur les moyens. Or les tensions sont telles au Vietnam et la tradition de lutte y est si développée que la réaction impérialiste est nécessairement criminelle.

C'est pourquoi Nixon a maintenu au Sud au moins vingt mille « conseillers » militaires et policiers, a continué d'apporter son aide technique et financière au système concentrationnaire et n'a bien sûr fait aucune pression sur Thieu pour qu'il libère les quelque deux cent mille prisonniers politiques qui croupissent dans les camps et les prisons. Mieux : les arrestations n'ont pas cessé. Tout opposant est un communiste en puissance, puisqu'il refuse de servir Thieu et Washington. Or, pour les pantins de Saïgon, un communiste - ou prétendu tel - ne mérite que d'être affamé et, si possible, tué.

Thieu, qui a signé l'accord, n'a cessé d'affirmer qu'il n'y a qu'un gouvernement sud-vietnamien (le sien) et que le GRP n'est qu'un appendice de Hanoi. Thieu déclare qu'il contrôle presque tout le pays et presque tout le monde. Pourquoi dans ces conditions ne laisse-t-il pas agir en liberté ses opposants qu'il déclare si faibles

en si infime minorité? Pourquoi demeure-t-il à la tête de l'un des plus grands systèmes concentrationnaires du monde s'il est si sûr de ses arrières populaires? Ses gestes sont en parfaite contradiction avec ses paroles. A vrai dire, comme toute marionnette, Thieu est un étranger chez lui. Récemment, un de ses porte-parole affirmait que Hanoi est dirigé par des « vieillards séniles » ; cette imbécillité est très révélatrice du caractère étranger au Vietnam de la direction saïgonnaise. Quand on sait combien les « vieillards » sont vénérés dans cette société, et toujours respectés (comme l'était Ho Chi Minh), on mesure à quel point l'impérialisme a pu dévoyer certains esprits et transformer des « porte-parole » en voyous de snack-bars.

A vrai dire, Thieu n'avait pas le choix : produit de la guerre américaine, il ne pouvait pas se transformer en homme de la paix (d'ailleurs, il l'a dit lui-même un jour de franchise). Le retour à l'union nationale passe par sa disparition de la scène politique et une modification totale du caractère de l'administration et de l'armée saïgonnaise, Nixon le sait bien. Il reste que le GRP et Hanoi l'ont en quelque sorte piégé par l'accord de Paris qui ne parle certes pas de la disparition de Thieu - bien au contraire - mais qui prévoit le déclenchement d'un processus de réconciliation aboutissant au même résultat. C'est toute l'ambiguïté de l'accord, mais en même temps sa valeur profonde. Tant il est absurde de penser qu'on peut faire longtemps coexister des patriotes et des mercenaires et qu'on peut espérer bâtir une politique nationale avec, d'une part, un programme révolutionnaire et, d'autre part, un plan de conquête néo-colonialiste.

L'arrière-pays du GRP, c'est la République démocratique du Vietnam. L'arrière-pays de Thieu, c'est l'Amérique : la différence est de taille. Mais l'Amérique n'est pas la France d'aujourd'hui, celle de Dien Bien Phu, exsangue, lointaine, et coloniale au sens du 19<sup>e</sup> siècle du mot. Washington a décidé de ne pas « perdre » le Vietnam. Les Américains ont, dès avant la signature de l'accord, livré à Thieu de fantastiques quantités de matériel militaire et ont tout fait pour mettre Hanoi à genoux. Ensuite, ils ont poursuivi leur aide à Thieu et l'ont poussé à violer l'accord sur tous les plans - politique, militaire et diplomatique. La situation a vraiment commencé à sentir le roussi en septembre-octobre 1973, l'armée fantoche ne prenant plus guère de précautions pour cacher ses actions. Ensuite, fin décembre, Thieu a ouvertement déclaré qu'il n'organiserait pas d'élections et, au début de janvier, il a officiellement demandé à ses troupes d'attaquer les zones libérées. Au même moment, les Américains confirmaient leur intention d'envoyer à Thieu une assistance militaire massive et, une fois de plus, le Pentagone menaçait de reprendre les raids aériens. Dernière décision de Thieu : au mépris de l'accord de Paris, il modifie la constitution afin de se donner tous les pouvoirs... jusqu'en 1980!

Il s'agit bel et bien de méthodes de gangsters : on viole les accords, on affame les gens, on les insulte, on les attaque, on menace de les exterminer

et, ensuite, on les accuse de préparer une offensive pour mieux « justifier » de nouvelles attaques plus massives. (Il y a de plus, diffusion calculée de rumeurs contradictoires : Thieu parle d'offensive communiste imminente alors que la C.I.A. en repousse l'éventualité à au moins six mois...). La ficelle est grosse comme une corde, le cynisme américain ne se pare pas de voiles, l'impérialisme tue au grand jour et pourquoi se gênerait-il quand, dans le monde, tout ce qui compte de puissances se tait, laisse faire, pour préserver des intérêts nationaux.

Sihanouk a plusieurs fois déclaré que la troisième guerre du Vietnam était inéluctable étant donné le caractère de l'impérialisme qui ne se retire que défilé, détruit, battu en rase campagne. Il n'est pas le seul à le penser. La question est cependant de savoir si cette guerre va prendre la même forme que les conflits passés, et en particulier le dernier.

### redonner une âme de Vietnamien

Le GRP et la troisième force comptent en effet surtout sur une décomposition interne du régime fantoche ; une nouvelle offensive serait dans ses conditions évitable, quitte cependant à frapper ici et là durement pour défendre le territoire libéré et pour châtier l'adversaire. Mais si Thieu et les Américains frappent vraiment, lancent des raids massifs et une vraie offensive, il faudra bien se battre et peut-être pas seulement répondre aux coups donnés par les fantoches et leurs alliés. Il n'est donc pas sûr que les forces de libération puissent faire totalement l'économie d'une vraie guerre, mais cela ne dépendra pas d'eux - et on peut penser qu'à Hanoi on ne verrait pas avec joie revenir les B-52 et les F-105.

Thieu a peut-être besoin - lui - d'une offensive et son rêve est au fond de pousser l'adversaire à bout pour le contraindre à attaquer, ce qui justifierait une nouvelle « aide » américaine et le vote de nouveaux crédits de guerre par le Congrès américain. La tâche de Nixon s'en trouverait facilitée : il pourrait persuader plus aisément les élus de la « nécessité » de reprendre les raids si les communistes attaquaient massivement, mais il ne pourrait sans doute pas renvoyer son infanterie.

Thieu a besoin de la guerre car elle justifie son existence politique - elle seule le peut - et le maintient sous les drapeaux de plus d'un million d'hommes. Le fascisme a perpétuellement besoin de conflits et de coups de force pour se maintenir au pouvoir. Il lui faut maintenir autant que faire se peut la cohésion de ses forces militaires et paramilitaires, les préserver de la contagion de la paix, les rendre dépendantes et clientes du bailleur de fonds étranger, les couper de la population, et ainsi tout mettre en œuvre pour empêcher le déroulement normal des luttes sociales et le développement de la culture nationale.

Ceci explique fondamentalement pourquoi Thieu refuse aux paysans le droit de regagner leurs terres et aux

soldats celui de reprendre une vie normale dans la société. Ces derniers sont d'ailleurs pris au piège : clients des Américains, ils sont certes malheureux, mais ils perçoivent une solde - maigre assurément, surtout dans un pays qui a dévalué la piastre à onze reprises en un an. Sans l'uniforme, ils rejoindraient les rangs de plus en plus fournis des chômeurs et des miséreux.

Car la crise sociale prend de l'ampleur au Sud. Le départ des troupes américaines a laissé un grand vide que les subsides de Washington ne peuvent quand même pas remplir totalement. Toute une population de travailleurs, de petits commerçants, de putains, vivait accrochée à l'armée étrangère, et le régime Thieu n'a bien sûr pas pu leur offrir une quelconque reconversion. Le risque étant de les voir constituer une dangereuse armée de mécontents et donc d'opposants, ce régime a encore accentué son caractère autoritaire.

Thieu et ses protecteurs ont peut-être, un moment de 1973, misé sur une défaite politico-économique du GRP par une rapide construction du « bien-être capitaliste » dans le territoire contrôlé par Saïgon. Il fallait pour cela donner une base sociale au régime et poursuivre la mise en condition d'une grande partie de la population, urbaine surtout. Le travail avait déjà été fortement et consciemment avancé du temps de la présence militaire américaine : on allait convertir les Sud-Vietnamiens à la société de la moto et de la voiture, et la déraciner à ce point qu'elle deviendrait docilement un pion de l'empire américain, coupée de ses sources historiques et culturelles et bien sûr étrangère au Nord et aux révolutionnaires sudistes.

Il serait d'ailleurs dangereux de méconnaître les ravages qu'une telle stratégie a causé : ça a « marché » pendant un temps, même si le phénomène était souvent artificiel. Les révolutionnaires le reconnaissent : il y aura fort à faire dans l'avenir pour redonner une âme de Vietnamien à des centaines de milliers de victimes - des victimes de guerre, elles aussi, en un sens.

### marasme

Nixon n'a pas à cet égard, là non plus, changé de stratégie après la signature de l'accord et les Vietnamiens ont raison de dénoncer le néo-colonialisme américain. Mais, d'une part, il aurait fallu, pour que ce calcul se révèle exact, que l'armée soit en grande partie dégonflée, car elle pèse trop lourd sur le budget, et, d'autre part, il aurait fallu que les capitaux étrangers affluent pour donner un coup de fouet à une économie malade. Rien de tel ne s'est encore produit.

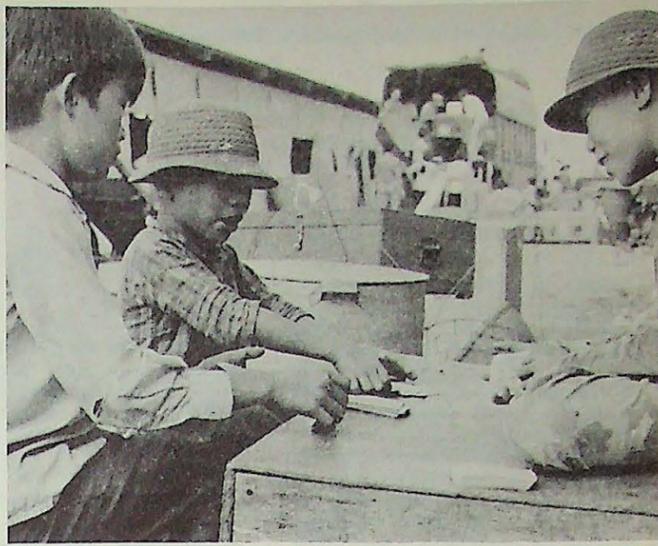
La présence d'une armée révolutionnaire impose à Thieu de conserver de très nombreuses unités et, comme il a été dit plus haut, la situation est telle que Thieu est contraint d'utiliser ses forces. Il ne peut donc désarmer et donc laisser ses troupes inactives. La logique même du système américain qu'il incarne le contraint à dépenser plus de la moitié de son budget

nité ; plus que jamais, ils manœuvrent à leur guise les crises monétaires, ou énergétiques, et dictent leur loi au reste du monde : ils n'ont d'ailleurs guère de mal. Brejnev est le meilleur allié de Nixon, à qui Mao souhaite longue vie. On aimerait que les dialecticiens de service du PCF s'amuse à concilier en public leur soutien à l'escroquerie de la « détente » et leur soutien à la lutte des peuples indo-chinois. Tel est le contexte dans lequel il convient de placer le conflit vietnamien si l'on prétend tenter d'y comprendre quelque chose et ne pas voir la question par le petit bout de la lorgnette.

A chacun ses problèmes certes. Libre aux Chinois de voir dans l'URSS l'ennemi numéro un. Elle l'est peut-être pour Pékin, mais Pékin sait aussi, quand cela l'arrange, mener une politique étrangère parfaitement réactionnaire, au Bangladesh, au Soudan, à Ceylan, etc.

Libre au Kremlin de proclamer (discours de Brejnev en Inde, etc.) que la paix est revenue au Vietnam, et que Formose est un grand pays démocratique et prospère, mais qu'on fasse alors l'économie, de ce côté-là, des grandes tirades sur l'aide à la libération des peuples. La vérité est que l'offensive impérialiste bat son plein et en particulier à Saïgon, c'est-à-dire dans l'une des capitales d'une Asie du Sud-Est de plus en plus soumise au deux néo-colonialismes américain et nippon.

Car, un an après la signature de l'accord de Paris sur le Vietnam, Washington poursuit toujours les mêmes objectifs : maintenir sous sa férule la moitié d'un peuple, lui injecter ses valeurs destructrices, autrement polluantes que la fumée des usines, tuer sa culture pour en faire une des multiples composantes de la société capitaliste USA incorporated.



pour l'armée et la police. Autant de moins pour le développement et les diverses tâches civiles. Thieu est donc coincé. Il ne peut par définition se reconverter.

On dit que certains experts américains se creusent la tête pour faire sortir le régime de cette impasse : qu'ils ne se fatiguent pas, ils ne pourront rien faire. Conseiller à Thieu de démobiliser une bonne partie de son armée c'est l'amener à jouer le jeu des accords, et donc à se suicider.

Prévoyant la fin de l'engagement militaire direct des Etats-Unis, plusieurs organisations internationales dominées par l'impérialisme et plusieurs groupes de travail américains ont depuis longtemps établi des plans de « reconstruction » du Sud, c'est-à-dire de colonisation totale. Ils espéraient notamment qu'une fois la paix revenue, les capitaux étrangers afflueraient créant des emplois, élargissant le support social de Thieu et cassant la voie révolutionnaire. On referait une nouvelle Corée du Sud, ou un nouveau Formose, et on intégrerait le Vietnam du Sud dans l'ensemble néo-colonisé de l'Asie du Sud-Est. Par la même occasion les firmes multinationales trouveraient une bonne source de profits rapides puisque la main-d'œuvre serait bon marché et forcément docile, le régime étant musclé.

Mais tout indique que cette voie-là est elle aussi bouchée. Les capitalistes ne sont pas forcément fous et ils ont jusqu'à présent refusé d'injecter des doses massives de capitaux dans le Sud. La situation militaire ne leur paraît pas encore stabilisée (et au risque de se répéter, il faut redire qu'elle ne peut l'être par ce même Thieu qui a tant besoin des capitaux). La crise sociale montante ne leur dit rien qui vaille. Alors, ils prennent des options, sur le pétrole par exemple. Mais d'une part on ne sait pas au juste s'il y en a beaucoup et d'autre part, même si les prospections se révèlent assez fructueuses, il faudra beaucoup de temps avant que l'exploitation apporte de grosses recettes au budget de Saïgon. De plus, ce type d'industrie est par définition créateur d'enclaves étrangères dans un pays : il n'a pas d'effet d'entraînement réel sur le reste de l'économie et il ne crée aucun emploi. Thieu a fait beaucoup de bruit autour de son pétrole, mais ce n'est pas ainsi qu'il sera sauvé.

En fait, le « président » - général ne parvient plus à maîtriser une situation pour laquelle il n'a pas été créé par l'impérialisme. La société qu'il prétend diriger se désagrège et ce n'est pas un hasard si, depuis des semaines, Hanoi et le GRP insistent dans leurs publications sur cet élément capital de la crise. Pour trouver des arguments, ils n'ont qu'à lire la presse saïgonnaise, qui, pour être la plupart du temps « dans la ligne », ne parvient cependant pas à camoufler un marasme sans cesse aggravé.

## chaque grain de riz

Thieu a beau tenter de faire donner à plein la fiscalité, il ne peut sans risque aller trop loin ; il a même pris en 1973 des mesures totalement ina-

daptées qu'il a dû ensuite rapporter - ainsi la création d'une taxe à la valeur ajoutée qui n'a fait que relancer une inflation déjà chronique. Les exportations sont au moins vingt fois inférieures aux importations, ce qui accroît encore la dépendance du régime vis-à-vis de l'étranger (américain). « La réalité concrète a enlevé aux masses toute illusion sur le gouvernement dont le comportement contredit leurs propres aspirations », écrit un journal saïgonnais.

L'inflation généralisée des produits de première nécessité atteint durement les masses. Elle porte aussi un coup aux fonctionnaires et à l'armée qui ont certes des revenus assurés, mais dont la valeur fond. Pour ne pas mécontenter trop ce qui constitue sa base « sociale », le régime doit de temps à autre augmenter rémunérations et soldes ce qui tire encore un peu plus sur un budget qui ne peut guère être consacré aux dépenses d'équipement et de développement et attend les subsides des Etats-Unis pour avoir un semblant d'existence. A la fiscalité légale s'ajoute la fiscalité illégale, celle que prélèvent les détenteurs du pouvoir, à tous les niveaux, par le biais de la corruption et de l'escroquerie généralisées. Thieu déclare que chaque grain de riz est une balle tirée contre les communistes, ce qui permet à ses sbires de voler les céréales, d'affamer la population sous prétexte de contrôles cependant que de grosses quantités de céréales passent en zones libérées où le riz paraît être fort bien payé.

## complicité de Paris

La société du Sud est ainsi devenue une société déboussolée, malade. La presse dénonce la multiplication des vols à main armée, des meurtres, des actes de banditisme en tout genre, sans dire que l'exemple vient de très haut, de Washington et de Saïgon. « Nous détenons le record absolu des maladies vénériennes dans le Sud-Est asiatique » écrit un quotidien. Une bonne partie des enfants de la petite et de la grande bourgeoisie s'adonnent aux drogues - fléau urbain qui fait de plus en plus de ravages, qui atteint des couches sociales à la fois démoralisées et ayant de l'argent, et rapporte bien sûr aux racketteurs bien protégés sévissant dans les hautes sphères de l'Etat.

Tel est le « monde libre » que Nixon veut « protéger », par Thieu interposé, et si nécessaire directement, pour prévenir une défaite totale de l'impérialisme en Indochine. Les raids aériens sauvages contre le Cambodge jusqu'au 15 août 1973, la poursuite de l'aide aux caricatures de fantoches au « pouvoir » à Phnom-Penh n'ont pas d'autre sens. Le Vietnam a joué un rôle trop important dans l'histoire contemporaine pour que les dirigeants américains s'avouent vaincus et acceptent de partir autrement que contraints et forcés.

On n'en est pas encore là, il faut le souligner, et la lutte des Vietnamiens risque de connaître bien des rebondissements sanglants. Les Américains ne feront rien pour leur faciliter la tâche

et laisseront derrière eux une terre brûlée, un immonde gâchis. Quoi qu'il arrive, le Vietnam est malade pour le restant du siècle au moins.

Les Vietnamiens se font peut-être parfois quelques illusions. Dénonçant en novembre la politique de Nixon, Sud-Vietnam en lutte, organe du GRP, écrivait dans un éditorial que « le crédit international de la Maison Blanche est à son niveau le plus bas ». Est-ce bien sûr ? Kissinger n'apportera sans doute pas une véritable paix au Proche-Orient, et il est vain de nier que l'impérialisme y marque des points. Il a su profiter à plein de la « crise » du pétrole. Il a su retourner à son profit les « crises » monétaires internationales et le dollar réapparaît en janvier comme le digne reflet monétaire de la première puissance mondiale. Même si le scandale doit avoir des conséquences sur l'avenir personnel de Nixon, Watergate n'entame pas plus la machine économique américaine que les écoutes du « Canard Enchaîné » ne portent tort au CNPF.

De plus, un certain nombre de pays apportent leur assistance aux Américains dans leur entreprise de consolider le pouvoir de Thieu : ceci est vrai de Tokyo, de Londres, de Bonn, mais aussi de Paris. Jobert fait mine de condamner en paroles le condominium soviéto-américain, mais il apporte de l'eau au moulin impérialiste en nouant de cordiales relations avec Thieu, en assurant de versements réguliers de crédits, en poussant banquiers et industriels français à investir au Vietnam du Sud. Paris se fait donc officiellement le complice des bourreaux de Poulo-Condor et autres sinistres camps de concentration. On renoue après tout avec une solide tradition : Poulo-Condor est une invention du colonialisme français ainsi d'ailleurs que la trop fameuse Cochinchine, devenue le Vietnam du Sud.

Courant d'une crise à l'autre, manquant d'analyse cohérente de la stratégie impérialiste, s'empêtrant dans les débats « européens », n'ouvrant pas réellement le débat sur la « détente », la gauche française se trouve démolie face aux questions indochinoises - et la signature de l'accord de Paris a accéléré ce processus tant elle a pu faire illusion. Il serait pourtant grand temps de réagir et de ressortir un dossier que les Américains n'ont pas l'intention de fermer.

Il y a d'autant plus urgence que nous sommes directement concernés par l'attitude du gouvernement français qui se découvre une vocation asiatique notamment marquée par l'envoi en été 1973 de Missoffe en Indochine. Il y eut ensuite le voyage de Giscard d'Estaing en Malaisie. Il y eut aussi les variations des discours de Jobert sur le Cambodge : un jour dans le camp américain, le lendemain, un peu plus prudent, en fonction des sautes, du vent c'est-à-dire du combat des libérateurs du Cambodge.

Or Paris a signé l'acte final de la conférence internationale sur le Vietnam et doit en tirer les conséquences. Il faut donc tenir la balance égale entre Saïgon et le GRP, placés à égalité lors de la conférence. L'aide ne doit pas seulement bénéficier aux fantoches - dans la mesure où ils « doivent » être aidés - mais elle doit aller aussi dans les zones libérées. Au

nom de quel droit le gouvernement français finance-t-il les pantins américains et laisse-t-il affamer et bombarder les populations libérées ?

Jobert répond qu'aucun pays n'a depuis la signature de l'accord, modifié son attitude. Quel argument ! S'il peut d'ailleurs être appliqué aux pays signataires de l'acte final, il ne peut l'être à tous les autres pays. Le Sénégal, qui n'a pourtant rien de très progressiste, mais a d'excellentes relations avec le gouvernement royal cambodgien, a tenté d'avoir des liens avec les deux pouvoirs sud-vietnamiens ; il a reconnu le GRP sans rompre avec Saïgon. Mais c'est Saïgon qui a rompu et Senghor n'est pas revenu pour autant sur sa décision. Il a contribué à souligner un peu plus la mauvaise foi de Thieu.

## les barbares

Isolé des masses du Sud, celui-ci doit être isolé diplomatiquement ; tout doit être mis en œuvre à cette fin en sachant très bien que la cible à atteindre se situe d'abord à Washington. L'ennui est que les pays communistes n'aident guère à la réalisation de cette tâche. Moscou a certes conclu un accord d'aide avec le GRP, mais que veut dire Brejnev lorsqu'il considère la guerre comme terminée alors qu'elle risque de se poursuivre pendant encore très longtemps ? On n'entend guère de voix soviétiques s'élever - en tirant les conséquences politiques - contre les menaces américaines de relancer la guerre à outrance. Moscou n'a-t-il pas signé un certain acte de la conférence de Paris qui scellait un certain accord et notamment un certain article 7 interdisant l'envoi d'armement à Thieu ? Rien apparemment ne peut freiner la « détente », c'est-à-dire la stratégie renforçant les intérêts d'Etat de la puissance soviétique. Brejnev parle de « paix » alors que le GRP dénonce « la situation explosive actuelle »...

L'évolution du conflit vietnamien est de toute façon une bonne et salutaire, encore que malheureuse leçon. Elle montre une fois encore qu'aucune confiance ne doit être accordée à la puissance américaine et aux documents que signent ses représentants. L'Amérique est une puissance d'une totale férocité : mieux vaut avoir en tête cette évidence que de s'extasier avec les badauds sur les exploits de Kissinger, ce chantre d'ailleurs souvent très franc de l'impérialisme. Mieux vaut avoir en tête ce jugement d'un avocat sud-vietnamien, que rapporte Noam Chomsky dans un livre récent :

« Longtemps après le départ des Américains, nous aurons nos propres procès de Nuremberg. Les Américains parleront alors de propagande communiste ou asiatique, mais n'oubliez pas que, pour la moitié de la population du monde, les Américains seront considérés comme des barbares ».

Ce qui s'est passé jusqu'à présent au Vietnam, ce qui s'y passe et s'y passera encore sans aucun doute doit nous convaincre de nous joindre à cette moitié-là, de dénoncer les barbares, et d'agir en conséquence.

Jacques RENNES. ■

## drôle de fusion !

**A** PREMIERE vue, dans ce « mariage » impromptu entre la Tunisie et la Libye, tout est surprenant, incroyable, rebelle à l'analyse. Le 12 janvier, Khadafi, en visite privée à Djerba dans le sud tunisien, rencontre Bourguiba pendant un peu plus d'une heure. L'après-midi, la radio de la République arabe islamique annonce que les deux pays ne font qu'un. Le soir, Hedi Nouira, de retour d'Iran, apprend la nouvelle à Paris. Lundi — second coup de théâtre — un remaniement ministériel intervient : Masmoudi considéré comme le principal artisan de l'union perd le portefeuille des Affaires étrangères. Mardi, le bureau politique du Parti et le gouvernement s'aperçoivent que la Constitution ne prévoit pas la procédure du référendum initialement annoncé pour le 18 janvier puis le 20 mars... « Détail technique » !

Les choses semblent s'être passées dans l'improvisation, la précipitation et la confusion la plus grande mais sous l'œil bienveillant des Etats-Unis, de la France et de la R.F.A. Par contre, la nouvelle a suscité une mauvaise humeur non déguisée et une désapprobation marquée à Alger.

C'est que, si l'union se faisait, l'axe du Maghreb ne passerait plus par Alger mais par Tunis.

### le pourquoi et le comment

Autant on peut condamner le « comment » du projet, autant on doit reconnaître que l'idée ainsi lancée trouve dans la géographie et dans les réalités économiques de sérieuses justifications :

— La Libye, dix fois plus grande que la Tunisie a deux fois moins d'habitants. Elle a du pétrole (105 millions de tonnes) et donc de l'argent dont elle ne sait que faire, faute d'hommes.

— La Tunisie a peu de ressources, hormis le tourisme, l'huile d'olive et les agrumes. Sa dette extérieure atteint près de la moitié de la production nationale et engouffre le tiers environ des nouveaux emprunts.

Par contre, grâce à une scolarisation poussée et en dépit d'une émigration croissante, elle a des hommes « à revendre ». Au cours du prochain plan, il manquera au bas mot 80.000 emplois masculins. Elle a aussi des projets en attente.

La Tunisie avait bien cherché, au lendemain de l'indépendance, à assurer son développement par ses propres moyens, avec l'aide généreuse d'organismes internationaux comme la Banque mondiale. Mais après l'éviction de Ben Salah en 1969, le coup d'arrêt porté à sa politique économique et l'arrivée au pouvoir de Khadafi en Libye, la Tunisie s'est retrouvée coincée entre un grand frère « aux visées impérialistes » à l'ouest et un petit frère unitariste à l'est. A partir de ce moment-là, sans doute était-elle condamnée à basculer soit vers Alger, soit vers l'Europe, soit vers Tripoli. Elle a d'abord lancé une offensive en direction du Maghreb, qui s'est heurtée en 1970 à une fin de non-recevoir des Algériens, puis vers l'Europe capitaliste. La loi du 27 avril 1972 sur les investissements étrangers tendait à faire de la Tunisie une vaste zone franche pour les industries d'exportation. Mais les industriels tardaient à apporter des projets valables. Alors les regards se tournèrent vers Tripoli, et l'or noir des Libyens.

Dans une association Tunisie-Libye, la Libye jouerait le rôle de banque de développement et la Tunisie, celui de pépinière de cadres...

Pourtant, il y a un peu plus d'un an, Bourguiba était descendu précipitamment de Carthage à Tunis pour repousser, dans un beau sursaut oratoire, les avances que Khadafi faisait au peuple tunisien : « L'unité demanderait des décennies, voire des siècles d'efforts, sinon nous risquons de tomber dans l'erreur commise au sein du monde arabe par la création d'unions factices et éphémères qui n'ont pas résisté au temps et aux obstacles (...). D'ailleurs, l'unité de deux pays sous-développés n'a jamais constitué une force, et unir deux millions de Libyens à cinq millions de Tunisiens, par exemple, ne changerait pas grand chose dans l'état actuel des deux pays ».



Khadafi et Bourguiba : les épousailles...

Que Khadafi, déçu par Sadate (depuis qu'il a enterré le projet d'union Egypte-Libye qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1973), soit revenu à la charge, c'est compréhensible. Mais que Bourguiba ait — apparemment — cédé à la tentation libyenne est plus inattendu.

Comment expliquer son revirement ? Mu par une impulsion dont il n'aurait pas calculé toutes les conséquences, a-t-il cherché, une fois de plus, à finir en beauté à la tête d'un Etat capable de jouer un rôle en Méditerranée et dans la bataille du pétrole engagée par les pays arabes ? S'est-il laissé « forcer la main » par l'habile Masmoudi, devenu un ami personnel de Khadafi ? C'est possible. Masmoudi trouvait également la Tunisie trop petite pour ses ambitions d'homme d'affaires et de diplomate.

Dans ce cas, Masmoudi payerait aujourd'hui, comme Ben Salah hier, le prix de son ambition et de sa volonté d'agir. C'est dans la logique du pouvoir en Tunisie, puisque seul Bourguiba est censé agir sur l'Histoire...

### la faillite du bourguibisme

En tout cas, cette affaire n'a pas fini d'avoir des conséquences. D'abord parce qu'elle ravive la guerre des « clans » qui empoisonne depuis des années la vie politique à Tunis.

Ensuite parce que le projet de fusion a plutôt séduit, le moment de surprise passé, la plupart des tendances politiques et des classes sociales en Tunisie : la bourgeoisie d'affaires déjà sur le qui-vive, les cadres à la recherche de débouchés et de salaires moins bas, les travailleurs condamnés à l'immigration, les gens du peuple chez qui l'Islam est un ferment d'unité, les étudiants de l'opposition, le clan des libéraux, qui — à la vérité —

avait eu une attitude contraire il y a un an... Les comparaisons entre le niveau de vie des Libyens et des Tunisiens vont aller bon train dorénavant.

Enfin parce que cette affaire marque la fin d'une époque en Tunisie. Depuis 1969, le régime a connu bien des crises intérieures qui amenaient à se poser des questions sur l'avenir.

Cette fois, c'est Bourguiba lui-même qui se place dans l'après-bourguibisme en reniant ses conceptions étroitement nationalistes et sa doctrine des « étapes ».

A l'inverse de Nasser qui, à la fin de sa vie, avait abandonné son grand dessein panarabe pour se soucier de l'Egypte, Bourguiba décide brusquement de répondre « à l'appel en faveur de l'unité arabe ». Comme pour Nasser, il s'agit d'un rnciement qui signe l'échec d'un homme et d'une politique, même s'il accorde quelque répit au régime.

Dorénavant, que Bourguiba revienne en arrière ou qu'il aille de l'avant, rien ne sera jamais plus comme avant à Tunis. La gauche tunisienne, qui subit une répression accrue depuis octobre, ne peut au fond que s'en féliciter.

Claire POINSIGNON ■



Masmoudi... et l'entremetteur

## EN BREF

● **UN QUI AMUSE BIEN LE TAPIS**, c'est Kissinger. Dear Henry se balade du Caire à Tel Aviv et en ramène des plans de désengagement au Proche-Orient. Dear Henry va à Damas et ne désespère pas de ramener les Syriens à de meilleurs sentiments. Dear Henry mérite bien son prix Nobel de la Paix (entendu sur Europe N° 1). Dear Henry sauve la mise à Nixon, dont la tête émerge à peine à présent du fumier de Watergate.

Mais Kissinger est aussi l'homme qui fit bombarder Hanoï ; celui qui appuie Thieu dans sa politique d'extermination des opposants ; qui n'a pas réagi au putsch chilien et pour cause : il était au courant ; qui soutient le Shah d'Iran et son régime réactionnaire et sanglant ; qui a laissé entendre aux producteurs de pétrole que les pays consommateurs allaient se fâcher (sous-entendez : intervenir...), qui se moque pas mal du peuple palestinien, de sa lutte et de ses souffrances.

Kissinger, c'est un salaud au sens sartrien. Si l'on veut. C'est avant tout l'agent le plus efficace de l'impérialisme. On lui attribuera le prix Pinochet, un jour, si on peut, lorsque tous les « gèneurs » auront pris le pouvoir.

● **LES NEGOCIATIONS DE GENÈVE** vont bon train. Un pas décisif a été franchi avec le plan de désengagement militaire, qui constitue une concession tout à fait majeure d'Israël. Elles vont à présent entrer dans la phase plus difficile de la restitution des territoires occupés : raidissement d'Israël à prévoir (Mme Meir a besoin de paraître dure face à la droite israélienne) et enlisement des pourparlers sur lesquels le sort du peuple

palestinien pèse d'ores et déjà très lourdement, à partir du moment où le retour des territoires aux arabes est envisageable. Semaines décisives donc en perspective pour la résistance, dont l'attitude sera, n'en doutons pas, « révolutionnaire et réaliste » comme l'expliquait récemment Abou Ayad, n° 2 du Fath, dans une tribune libre du « Monde ».

● **L'ALGERIE NE S'EST PAS EMUE** de la diatribe de M. Le Pen demandant le « retour du Sahara à la France ». M. Le Pen retarde de (au moins) 10 ans. Le pompidolisme aujourd'hui, c'est « apurer le contentieux pétrolier » avec Alger, d'Etat à Etat et d'égal à égal : l'Algérie est majeure, même si M. Le Pen regrette la casquette du père Bugeaud. M. Le Pen se consolera en France, en encourageant le racisme qui progresse à travers les crimes contre les Algériens, qui se multiplient, impunis... Le pompidolisme aujourd'hui, c'est le meurtre impuni, à partir du moment où il est commis contre un Arabe.

Mais M. Le Pen dit tout haut ce que certains pensent tout bas. « Ah ! c'est dommage qu'ils aient du pétrole, ceux-là, sinon on ne serait pas obligés de traiter avec eux : et on saurait les traiter comme ils le méritent ! Tenez, si je ne me retenais pas !... » Et nous, on a de plus en plus de mal à se tenir, devant ces fascistes et ces apôtres de la haine au service de ce système, qui engendre la haine !

● **OU EST VAN SCHOWEN ? ET GARRETON ?** Et tous les autres, où sont-ils ? Nous n'avons pas le droit de les oublier : associons-nous à la cam-

pagne menée par le Comité Chili (9, rue Vauvilliers - 75001 Paris) et maintenons la mobilisation : le fascisme ne tire sa force que du sommeil de ceux qui sont libres.

● **SALVADOR PUIG ANTICH** n'est pas exécuté à l'heure qu'il est. Sa vie ne tient qu'à un fil, celui qui relie l'opinion internationale, partout, à ce régime d'assassins, en Espagne. Le PSU participe largement à cette action (manifestation vendredi soir 18 janvier) avec les camarades espagnols : il constate à nouveau que certaines organisations qui se plaisent à lui donner des leçons sur le plan de la solidarité internationale (« Rouge », « Révolution », par exemple) ne sont pas toujours présentes lorsque cette solidarité est nécessaire.

Nous étions avec les Espagnols, l'ORA et la CDP, les seuls à manifester pour Puig Antich, vendredi. Gageons que ces camarades ont de bonnes explications : nous (et surtout tous nos camarades espagnols), les attendons avec intérêt...

● **INTERESSANTE AUSSI**, l'information selon laquelle **LES MAQUISARDS DU PAIGC** recevraient (enfin) de l'aide matérielle de l'URSS et de certains pays africains (fusées notamment) dans leur lutte de libération. Il est vrai qu'ils ont à présent le vent en poupe et peuvent entrevoir la victoire sur le colonialisme portugais. Lutte exemplaire que la leur, qui montre que l'impérialisme est condamné, malgré tout, lorsqu'il se heurte à la mobilisation d'un peuple. Tandis que certains volent au secours de la victoire (mais

il n'est jamais trop tard pour bien faire...), le gouvernement français, impavide, refuse de reconnaître le véritable gouvernement en Guinée Bissau : celui des révolutionnaires. Dame, à qui vendrait-il ses armes ?

● **SOLJENITSYNE**, dont on peut craindre en effet qu'il ne soit plus attaché à quelque socialisme que ce soit, continue à faire parler de lui. Il a provoqué, entre autres, une intéressante prise de position des PC d'Europe capitaliste, critiquant sur le fond ses écrits et son attitude, mais jugeant qu'il a le droit le plus strict de les exprimer et de les assumer. Ce langage du « débat politique » opposé à la « condamnation » n'est certes pas totalement nouveau : il avait rarement cependant été aussi clair, concernant un écrivain soviétique. La récente déclaration du PCF « disqualifiant Soljenitsyne » est certes en retrait, mais c'est une attitude qui ne remet pas le fond en cause.

● **LA PRESENTATION DE WALTER SCHEEL** à la présidence de la République par le Parti social-démocrate allemand accentue le glissement au centre du SPD dans une conjoncture difficile. L'opposition de gauche au sein du SPD (notamment les Jusos) et du DGB pourrait à cette occasion reprendre l'offensive pour imposer à Willy Brandt un respect minimum de son programme de gouvernement (lui-même édulcoré par rapport au programme de Bad-Godesberg, document de gestion raisonnable et « sociale » du capitalisme allemand). Sinon aller beaucoup plus loin.

Daniel LENEGRE. ■

# la CFDT à la recherche d'une stratégie politique

Dans le dernier TS, Gérard Féran analysait les enjeux du Conseil national de la CFDT sur la stratégie de la confédération et de l'union des forces populaires. Il résumait le rapport et insistait sur les responsabilités nouvelles de la centrale dans le débat sur l'unité populaire face à la crise du système capitaliste.

Notre rôle au PSU ne consiste pas à peser sur les débats de la confédération et nous n'avons pas pour habitude de pratiquer la courroie de transmission ou de donner des consignes à nos camarades qui ont des responsabilités dans telle ou telle organisation. Mais ici l'enjeu est de taille : c'est tout le problème de la stratégie d'union des forces populaires sur une base anti-capitaliste qui est en jeu et nous ne pouvons pas rester silencieux parce que directement impliqués dans cette stratégie.

LA CFDT cherchant à définir une stratégie politique, parce que pour le moins la période l'exige, cela ne se fait pas dans une unanimité parfaite, bien au contraire ; et certaines conjonctions peuvent donner des résultats curieux et freiner le développement d'une dynamique de victoire du mouvement ouvrier. Il y a d'abord ceux pour qui le syndicat ne doit pas causer politique parce que la politique c'est sale ou parce qu'il y a des notables (de droite ou de gauche) pour s'en occuper ; les luttes, les vraies, ne se situent que sur le terrain économique et social. Il y a ceux pour qui les syndicats sont dans l'entreprise et défendent les intérêts des travailleurs, et les partis politiques s'occupent des élections et de « l'intérêt général ». Et le rapport du Conseil leur font quelques concessions, notamment en considérant que le PS est un interlocuteur essentiel et nécessaire de la CFDT (le seul apparemment). On avait pu penser qu'après le Congrès de Grenoble et le rôle joué par le PS dans l'animation et le soutien à Lip... mais enfin !

Et puis, il y a face à ce rapport sur

la stratégie certains militants qui pensent qu'il vaudrait mieux commencer par approfondir le projet autogestionnaire comme perspective et à partir des luttes actuelles, avant de se lancer dans une stratégie d'union des forces populaires où les forces autogestionnaires pèsent moins lourd et sont moins crédibles que celles du Programme commun. Cette position se traduit notamment par la proposition de mieux définir la ligne de la Confédération avant d'aborder le débat CGT - CFDT.

Enfin, certains militants estiment que la priorité pour la période c'est la politisation des travailleurs à travers les luttes et que le problème actuel n'est pas encore celui d'une stratégie unitaire offensive pour renverser le régime et le système capitaliste.

Toutes ces positions vont peser lourd dans le débat du Conseil national d'autant plus que s'y ajoute le problème non posé à cette instance, mais bien présent, de la désignation du responsable qui, au sein de la Commission exécutive, sera chargé plus spécialement d'appliquer la ligne politique définie par la Confédération.

Pourtant, le débat ouvert par le rapport d'Edmond Maire est fondamental ; il pose avec force le problème de la prise de pouvoir, situe les responsabilités de la CFDT par rapport à cet enjeu et aborde le problème de la transition au socialisme. Les contradictions actuelles du système capitaliste sont telles qu'elles peuvent déboucher, et peut-être rapidement, sur une crise politique. Il n'est pas possible que la situation reste bloquée longtemps comme elle l'est actuellement sans craquer de quelque part. Une stratégie ouvrière ne peut se limiter à s'attaquer au pouvoir entreprise par entreprise, mais elle doit déboucher sur la globalisation et la coordination des luttes et sur le problème du pouvoir au niveau global, sinon nous avons déjà choisi la voie de la défaite. C'est le problème des ruptures au niveau politique qui se pose aujourd'hui. Une réponse offensive est possible : l'unité populaire autour d'un axe anticapitaliste, réalisée à partir des luttes des travailleurs et entraînant les organisations ouvrières, syndicales et politiques.

## des questions

Mettre en évidence l'intérêt du débat sur la stratégie d'union des forces populaires et de le faire aboutir, n'empêche pas que l'on puisse se poser quelques questions et avoir quelques inquiétudes sur le contenu du rapport lui-même.

La stratégie de prise de conscience des travailleurs pour la période actuelle est ambiguë. Il est dangereux de confondre radicalisation et politisation des luttes.

La réflexion sur la transition au socialisme va de pair avec le débat sur la prise du pouvoir. Il n'est pas pos-

sible de réduire la prise du pouvoir à la seule occupation du pouvoir politique. Dans cette démarche, il faut se situer d'une manière dynamique : la prise du pouvoir d'Etat qui va bien au-delà de l'occupation du pouvoir politique, doit être suivie d'une transformation nécessaire des rapports sociaux de production dans le sens d'une perspective autogestionnaire. Cette perspective pose tout le problème de l'alliance à réaliser dès maintenant avec les forces qui prendront le pouvoir et qui est lié à la nature de l'alliance dans une phase de transition au socialisme.

Le rapport évoque, reprenant le 36<sup>e</sup> Congrès, à l'intérieur de cette union des forces populaires, le développement et la convergence des forces autogestionnaires. Quand on voit la liste des forces considérées comme autogestionnaires, on peut se demander autour de quel axe se fera cette convergence, avec quel objectif, surtout quand une de ces forces est signataire du Programme commun dont la démarche n'a rien de particulièrement autogestionnaire. La démarche unitaire consiste ici à additionner des morceaux alors qu'elle doit constituer un axe dynamique de transformation du mouvement ouvrier lui-même.

Cette démarche d'unité-addition se retrouve également dans le manque d'analyse des bases sociales de l'unité populaire. Ainsi, on court le risque de se contenter d'un dosage nécessaire de l'action syndicale par rapport au milieu concerné, cadre notamment, alors que le véritable problème est celui des objectifs unifiants permettant à l'ensemble des travailleurs leur unité.

Le rapport d'Edmond Maire soulève beaucoup d'autres questions auxquelles on aimerait voir apporter des réponses. Le PSU, comme l'ensemble du mouvement ouvrier, sera attentif aux travaux de ce Conseil national qui prend une importance particulière dans la crise actuelle du régime et peut constituer une avancée importante par l'union offensive des forces populaires.

Georges CONSTANTIN ■

## front des luttes

### LORRAINE : charbonnier pas maître chez soi

On a beau être patient en Lorraine, 44 réunions paritaires entre la direction des houillères du bassin de Lorraine (H.B.L.) et les syndicats, c'est trop. Telle était « l'ambiance » du côté de Forbach et Merlebach au début de cette année, la seconde de la négociation marathon sur la refonte des classifications.

P OURTANT cette dernière est urgente, celle actuellement en vigueur remontant à l'après-guerre, au moment de la nationalisation des quelque cent et plus sociétés privées. Il en va ainsi : Charbonnage de France, trois bassins (Nord - Pas-de-Calais, Lorraine, Centre-Midi) est une société nationale. C'est-à-dire qu'elle est « bien public » en quelque sorte. Le sort de son personnel devrait s'en ressentir, en mieux. Question de donner l'exemple.

Mais voilà : comme toutes les sociétés nationales, Charbonnage de France est gérée par des hommes mis en place par le gouvernement (ou obligés d'appliquer la politique de celui-ci, ce qui revient au même). Or, depuis 1945 ce gouvernement est celui du capitalisme, du profit, de l'intérêt privé. Ils n'ont fait qu'appliquer les choix économiques (donc politiques) de ce dernier.

C'est ainsi que la SNCF, l'EDF, les Charbonnages, le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et

d'autres ont été pillés sans vergogne, parce que, fournisseurs d'énergie immédiate ou future, ils ont été mis à la disposition des industriels. Cela s'est traduit par des prix de faveur à leur égard et, par conséquent, des déficits.

Cette politique des prix, à l'encontre de la « vérité des prix », proclamée par le Pouvoir chaque fois qu'il veut faire « payer » le travailleur, a permis ainsi au « lobby » des transporteurs de prospérer, ajoutant un peu plus au gâchis de la circulation, au détriment de la SNCF. On peut faire le tour de toutes les sociétés nationales : même résultat.

Pour les Charbonnages, 1958 a constitué le tournant. Sous la pression des compagnies pétrolières, fascinées par le mirage saharien, le Pouvoir a décidé de suspendre la progression de la production de charbon, puis d'engager progressivement sa liquidation. Conclusion : en quinze années, la production est tombée de 59.000.000 de tonnes à 27.000.000 (chiffre 1973). Raison

invocée : la faiblesse des réserves et le taux relativement bas du rendement.

Or, on chiffre à un milliard et demi de tonnes les réserves françaises. Même si tout n'est pas « fameux », sur la simple base de la production maximum (près de 60 millions de tonnes en 1958), cela représente pas mal d'années de chauffage. Quant au rendement, il est de fait inférieur à celui de la R.F.A., de la Grande-Bretagne et d'autres pays. Encore faut-il être prudent : les moyens techniques les plus modernes et les mieux appropriés n'ont pas été introduits dans les mines françaises, le vieillissement du personnel dû à l'arrêt de l'embauchage, expliquent en partie la faiblesse du rendement et de la rentabilité. Est-ce une raison ? Devrait-on cesser de produire du blé en France si celui des Etats-Unis était moins cher ? Logique du profit.

Evidemment la décolonisation en Afrique du Nord et la résistance de plus en plus grande des pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient (des progressistes aux nationalistes et aux conservateurs) n'étaient pas prévues au programme des sociétés pétrolières : mieux même, elles ont, en général, financé les contre-révolutions et autres tentatives pour freiner le mouvement d'émancipation.



En France, qu'elles soient « nationales » (EIF), privées (CFP) ou étrangères (Shell, BP, Esso, etc.), les compagnies ont donc participé à la mise en chantier du plan de ruine charbonnier. Comme elles faciliteront demain, après s'être reconverties dans le nucléaire, la ruine des plans pétroliers. Le gain précède toutes autres considérations.

La longue grève des mineurs en 1963 avait été « interprétée » comme le chant du cygne, le baroud d'honneur : le pouvoir avait fait ce qu'il fallait pour cela. Fin décembre 1973, les Charbonnages ne comptaient plus que 90.000 salariés contre 240.000 en 1958. Difficile de lutter dans ces conditions si l'on ne pose pas les questions politiques de fond : capitalisme ou socialisme. Et c'est malheureusement ce qui s'est passé.

En prolongeant leur grève de 24 heures, le 9 janvier, les quelque cinq cents « cheminots » des Houillères de Lorraine ont peut-être relancé la lutte. Ils veulent obtenir de la direction des précisions écrites sur la refonte de leur qualification qu'ils apprécient différemment. La forme d'action adoptée — la grève-bouchon — n'avait plus cours dans les charbonnages : on

procédait par des débrayages massifs, sur des objectifs limités, et laissait apparaître la portée politique du genre Programme commun. La conjoncture, du point de vue capitaliste, est favorable (augmentation du coût des produits pétroliers) à l'action dans ce secteur : à condition de poser clairement des objectifs qui mettent en cause les formes de la société actuelle.

Ambitieux ? Utopique ? Peut-être. Cependant, les quelques centaines d'ouvrières de l'électronique et du textile, d'ouvriers français et d'immigrés des presses chez Renault (Le Mans en 1971, Ile Seguin en 1973) ont ouvert une brèche dans la sacro-sainte organisation capitaliste du travail. Une brèche qui n'est pas encore refermée. Alors...

Cette semaine ont débuté les discussions paritaires pour le renouvellement des conventions salariales dans le secteur « public » et « nationalisé ». Aux Charbonnages, la précédente avait été signée en 1972 par FO, la CFTC et la CGC. Suffit-il de refuser de donner sa signature ? Pour les travailleurs de ce secteur, l'attitude des syndicats constituera assurément un test.

Michel CAMOUIS ■



# SANTÉ

# la loi du

La santé, ça a un prix, ça rapporte et ça se vend : l'actualité se charge de nous le rappeler.

Au moment où les cliniques ferment leurs portes de façon scandaleuse pour attirer l'attention de l'opinion, au moment de la révision des prix de journée, il nous paraît utile de démonter les mécanismes de la privatisation des soins. Le mot-clé, c'est la rentabilité. Sans changer de ton on peut aussi analyser ce qui se passe à l'institut Pasteur à propos de la recherche médicale.

Nous n'ignorons pas que dans le même temps se sont tenues les assises de l'hospitalisation publique : nous laissons pour le moment

les défenseurs de l'hôpital à leurs problèmes et à leurs illusions mais nous y reviendrons.

Quant aux déclarations de Poniatowski, ministre de la Santé, sur la « Charte des malades », si elles connaissent le sort des projets gouvernementaux sur la contraception et l'avortement, nous aurons l'occasion d'en reparler... Nous nous contentons de dissiper quelques illusions sur une opération publicitaire montée par le coéquipier de Giscard pour améliorer l'image de marque « sociale » des Républicains Indépendants.

ENFIN un ministre courageux ! Poniatowski, au dernier congrès de l'hospitalisation privée, en présence du vice-président du CNPF, a déclaré : « Le temps est révolu où le ministre de la Santé Publique n'était en fait que le ministre de l'hospitalisation publique ». C'est vrai, il tient à la prospérité du privé (et, soyons juste, d'autres avec lui) : il peut être fier.

Les faits sont là : avec 35 % des lits (en les faisant bien « tourner »), le privé réalise la moitié des journées d'hospitalisation. Beaucoup d'hôpitaux vieillissent végétent, faute de moyens. Certains services sont même concédés au privé (1). Mais, à part quelques cas d'établissements peu recommandables, les cliniques existantes se modernisent et s'équipent tan-

dis que de nouvelles ouvrent leurs portes (le concours des banques ne leur fait pas défaut). L'équipement lourd se développe aussi dans le privé : installations radiologiques, appareils d'hémodialyse, bombes au cobalt (180 sur 260 sont installées dans le privé). (2).

## « écrémage »

Cette évolution n'est évidemment pas le fruit du hasard.

Par le biais des conventions, la sécurité sociale (et les mutuelles) apportent aux cliniques une clientèle solvable. Avec les cotisations des travailleurs, la sécurité sociale finance, au moyen des prix de journée, un patrimoine privé : la loi Debré sur l'enseignement privé n'a pas fait aussi

bien. La sécurité sociale est aux mains du patronat, c'est vrai mais la situation n'était guère différente quand les syndicats étaient majoritaires au conseil d'administration. D'ailleurs il existe dans la gauche des courants favorables à l'hospitalisation privée et le programme commun n'attaque pas de front la médecine libérale et les cliniques (couches moyennes et petits capitalistes obligent !).

Pour le reste, se déchargeant sur l'hôpital des charges de formation, de recherche et des hautes spécialités, les cliniques sélectionnent les cas rentables (de nombreuses spécialités chirurgicales, la convalescence et dans une moindre mesure la maternité). Des fonctionnaires du ministère de la Santé ont même donné une description détaillée de « l'écrémage » ef-

fectué par le secteur privé, dans un rapport très officiel (3). La réglementation en la matière est particulièrement souple : l'existence de lits privés réservés aux médecins à plein temps des hôpitaux, la possibilité d'exercer la même activité concurrentiellement en clinique et à l'hôpital (à temps partiel) favorisent un tri des malades fort intéressant. D'autant plus que la disparité scandaleuse des honoraires du public et du privé (du simple au double en moyenne) crée en faveur des cliniques un attrait et une source de financement décisifs.

C'est ainsi qu'une certaine logique conduit à la situation actuelle, souvent méconnue. La concentration et la « restructuration » des cliniques donne lieu à un véritable trafic de lits ; les médecins doivent acheter des parts

## post-scriptum au programme de Provins

EN inaugurant le nouvel hôpital de Provins (tiens !) Ponia vient d'ajouter une rubrique de taille à la longue liste des promesses gouvernementales : une charte des droits et des devoirs des malades. Dans l'univers clos des hôpitaux où l'on traite des maladies, va-t-on faire une place aux malades ?

Plus d'hôpitaux-casernes, droit pour le malade à une information médicale, réforme du placement administratif en psychiatrie, aménagement des heures de visites, droit de sortie du malade sur sa demande, plus de queues en consultations externes... a dit le ministre. Fort bien.

Mais il s'agit pour le moment de constituer un « groupe de travail » sur la question (la constitution du groupe reste aussi vague que le projet : il y a fort à parier que les malades y seront représentés par... les médecins).

Ensuite, quel serait le poids de la charte face à l'idéologie du corps médical et de l'administration des hôpitaux ? Les « patrons » vont-ils se mettre tout d'un coup à tenir compte de l'existence des malades ? L'administration peut-elle perdre soudain la mentalité caserne ? Non mais, vous voyez les malades (ceux qui sont valides) circuler, s'informer, discuter, échanger ? Et pourquoi pas faire de la politique tant qu'on y est ?

Enfin, comment ne pas craindre que cette charte devienne le prétexte à ex-

ger du personnel hospitalier des prouesses supplémentaires de « serviabilité » dans les conditions impossibles que l'on sait ?

Aussi, au risque de décevoir..., nous imaginons plutôt la charte dans le style suivant :

### PREAMBULE

— Tous les malades sont égaux en droit. Ce principe doit être appliqué dans le respect des règles générales de la médecine de classe en vigueur dans notre pays : la coexistence de deux secteurs hospitaliers et le mode d'exercice libéral de la médecine restent intangibles.

— Tous les malades sont égaux devant la maladie et devant la mort. En conséquence, la publication des statistiques sur la morbidité et la mortalité par catégorie sociale est interdite.

### TITRE I : De l'admission et de la sortie

Article 1 : tous les malades doivent être admis dans l'établissement public de leur choix, quelles que soient leurs ressources.

Article 2 : l'admission dans les cliniques privées reste néanmoins soumise à l'acceptation de la direction.

Article 3 : le contrôle sur le placement administratif en hôpital psychiatrique sera renforcé pour éviter les abus. Toutefois le cas particulier des ennemis de l'ordre public est l'objet d'une réglementation spéciale à la diligence du ministre de l'Intérieur.

Article 4 : tout malade peut demander à sortir de l'hôpital, sous sa responsabilité, à une date non prévue par l'administration. Le cas échéant, une majoration de 10 % du prix de journée sera appliquée à l'intéressé.

### TITRE II : de la dignité des malades

Article 1 : les malades ont droit à la dignité et au respect de la personnalité. Ils ont droit aux égards du personnel.

Article 2 : en conséquence, tout comportement irascible, tout manquement aux règles du savoir-vivre, de la délicatesse et du tact, de la part du personnel hospitalier, seront sévèrement sanctionnés par la hiérarchie.

### TITRE III : de la vie à l'hôpital

Article 1 : les malades ont le droit de s'informer et de communiquer (entre eux et avec l'extérieur) en hommes libres.

Article 2 : comme dans les hôtels, les malades ont le droit de recevoir gratuitement chaque matin « Le Figaro » ou « L'Aurore ».

Article 3 : la liste des revues et périodiques mis en vente à la librairie de l'hôpital sera fixée par le ministre de l'Intérieur.

Article 4 : les malades peuvent se réunir aux heures fixées par le règlement intérieur pour tout motif autre que politique ou revendicatif.

Article 5 : les horaires de repas et de visites sont fixés par référendum dans chaque service. Le personnel hospitalier établit son emploi du temps en conséquence.

### TITRE IV : de l'état de santé des malades

Article 1 : les malades ont le droit d'être informés périodiquement par les médecins sur la nature de leur maladie et les soins qu'on leur apporte.

Article 2 : les médecins ne sont pas tenus toutefois de faire connaître aux malades les causes sociales de leur maladie.

...ça leur donnerait des idées.

## les malheurs d'« Histoire d'A »

En province, les projections provoquent beaucoup d'histoires répressives. Anastasie envoie ses hommes de main pour faire régner l'ordre moral, comme à Grenoble.

— A Blois, le 8 décembre 1973, soirée privée organisée par le MLAC et le Planning Familial, le PSU, CGT, CFDT, FEN, PS. Sur invitation. Le lieu : Bourse du travail. Dès l'annonce, un arrêté préfectoral interdit la soirée. Rassemblement de 150 à 200 personnes devant la Bourse du Travail. Le commissaire et des CRS étaient là. Le film, lui, a été saisi à Tours, ville de M. Royer.

— A Reims : mille personnes, le 10 décembre, à la Faculté des Sciences. Les salles de la ville avaient été refusées. La copie était bloquée à Tours. Pas d'incident, ni de projection, mais un débat eut lieu.

— A Orléans, le 12 décembre, tout paraissait bien s'annoncer mais le film était toujours bloqué à Tours (décidément, Royer doit connaître le film par cœur !). A la salle initialement prévue, les spectateurs ont trouvé porte close. Les flics, eux, étaient au rendez-vous (toujours curieux !), quadrillant le quartier. Près de là se tenait une réunion sur les prisons. Les membres du MLAC y ont pris la parole pour informer les auditeurs et quelques journalistes présents : dénonciation des méthodes policières, pressions diverses. Un meeting de protestation a rassemblé deux cents « invités » du MLAC, parcourant la ville aux cris de « liberté d'expression et d'information », « avortement libre et gratuit ».

Jusqu'où le pouvoir va-t-il progresser dans l'escalade ? De « A » à... Z ? « Histoires d'A », le film dont on a le plus parlé en 73, et ça va continuer en 74 !

F. C. ■

# profit

des cliniques pour y exercer ; en étudiant de plus en plus près la rentabilité des établissements privés, les banques accentuent l'écrémage ; le nombre de lits pour les étudiants se trouve limité et ceci constitue un argument de plus en faveur de la sélection, dans un pays où le personnel médical fait défaut : la répartition géographique des lits d'hospitalisation (comme des médecins d'ailleurs) est anarchique, malgré l'existence d'une « carte hospitalière » imprécise ou sans effet ; dans ce domaine aussi les abus (en l'occurrence les implantations excessives de lits privés dans certains coins de la région parisienne) sont dénoncés dans un rapport officiel (4). Dans le même temps, les difficultés financières des hôpitaux qui recueillent les malades peu rentables et supportent les charges « improductives » s'aggravent.

## L'Ordre réactionnaire

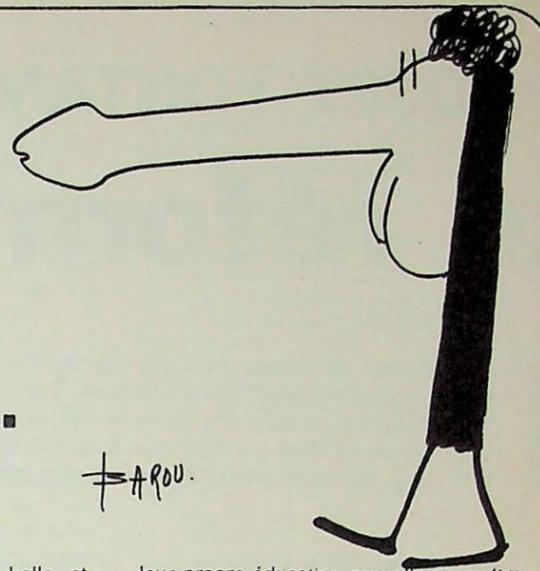
Le système hospitalier français apparaît irrationnel et anachronique. On pourrait imaginer dans quelque « nouvelle société » (capitaliste...) un système reposant sur une armature hospitalière publique et la suppression (au moins partielle) de la médecine privée à l'acte, en somme une formule

à l'anglaise mieux réussie... En fait, une telle solution n'est pas envisageable actuellement en France, étant donné que le corps médical, dont on connaît le poids électoral, est dominé par un Ordre réactionnaire et autoritaire (les camarades de Forcilles en savent quelque chose...) jouant au sein de la bourgeoisie un rôle de frein. Mais le programme commun, en matière d'hospitalisation privée, n'envisage guère autre chose qu'une réglementation plus poussée : le souci de ménager le statut des médecins prédomine. Pourtant, sans nier la nécessité de jouer des contradictions qui traversent cette couche sociale, si l'on veut construire le Socialisme, c'est-à-dire changer les rapports sociaux, il faudra bien détruire le pouvoir idéologique et politique qu'elle détient (dont le statut économique privilégié est une illustration). Il est grand temps de poursuivre la réflexion sur le sujet et de définir les formes que peut prendre le contrôle populaire dans le domaine de la Santé.

Jean CAMOU ■

(1) C'est le cas, par exemple, de la buanderie du CHR de Montpellier ; la concession au privé s'accompagne de 30 licenciements...  
 (2) Ce sont les chiffres du ministre, dans une réponse à une question écrite de Rocard.  
 (3) Rapport de l'inspection générale des affaires sociales de 1972.  
 (4) Il s'agit du rapport de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne, repris en public par le préfet de région.

## le clis...



**1974,** UNE année belle et heureuse pour la jeunesse de France. Elle saura enfin les mystères de l'origine de la vie. Merci au chevalier Fontanet qui fournit enfin la clé de l'énigme. Nos lycéens apprendront, non sans un petit sourire aux lèvres comment se reproduisent les oursins (alléchant, non ?) et ils étudieront la grossesse chez les escargots. Mais nos vaillants éducateurs n'en resteront pas là. Ils révéleront aux gamins qui usent leur fond de culotte sur les bancs des lycées qu'ils ne sont pas nés dans les choux.

Mais, trêve de plaisanterie, l'affaire est d'importance. Cette éducation sexuelle n'a pas pour seule caractéristique de n'être pas adaptée aux besoins des lycéens. Elle répond aussi à des nécessités pour l'Education Nationale. Il s'agit de retaper ces valeurs qui sont aujourd'hui fort dépréciées, mais qui sont à la base de la morale bourgeoise (la famille et le mariage, par exemple...). Comme le dit le ministre lui-même, « l'information sexuelle à l'école se fera par application des instructions concernant la préparation à la vie sociale et familiale ».

C'est donc bien une bataille idéologique qu'il faut aujourd'hui mener. Le Centre lycéen d'information sexualité (CLIS) est un instrument indispensable pour cette bataille, et c'est dans cette optique que les militants du PSU ont participé à la création de ce Centre et que le parti soutient cette initiative.

Dans le cadre du CLIS, une prise en charge par les lycéens eux-mêmes de

leur propre éducation sexuelle permettra en effet de mener une bataille efficace sur ce thème.

Une telle initiative s'inscrit bien sûr dans le cadre plus général du combat sexuel de toute la jeunesse et le CLIS devra ultérieurement s'étendre aux CET et FJT. Le choix que nous faisons d'intervenir prioritairement dans les lycées n'est guidé que par des considérations conjoncturelles, le problème se posant dans les lycées et la réponse à ce niveau étant plus simple à élaborer.

Le CLIS bénéficie d'ores et déjà du soutien d'un certain nombre d'organisations (Rénovation syndicale, Ecole émancipée, Antinorm, GITS, Tankonlasanté, PSU, AMR, MLAC, Planning Familial, la liste n'étant pas restrictive). Il accueillera, bien sûr, les soutiens matériels et militants.

Pour plus de détails, écrire au secteur lycéen du PSU, 9, rue Borromée. ■

## « Antinorm »

LES copains d' « Antinorm », ils sont comme nous, ils n'ont plus de sous. Alors, même si vous aidez déjà « TS », aidez aussi l' « Antinorm », journal révolutionnaire et sexuel.

Le Pouvoir leur fait plein d'ennuis. Des amendes pour affichage, un procès pour Guy Maës, directeur de publication. Alors, souscrivez ou abonnez-vous. Un an (6 numéros) : 21 F. « Antinorm », Guy Maës, 17, rue du Laos (75015 Paris). ■

## pasteurisation

L'Institut Pasteur, héritier célèbre d'une conception charitable de la Recherche, est en difficulté financière. Malgré les quêtes, s'agit-il d'une cause perdue ? Non, a dit Monod à la presse en septembre 73 : pour s'en sortir, il faut supprimer 149 postes (12 % du personnel) et faire rembourser par l'Etat (à 50 %) les services rendus au titre de l'enseignement et de la santé. Ensuite, on peut espérer équilibrer la recherche en développant la production. Les travailleurs de Pasteur ne sont pas d'accord !

CONTRE ce plan, les pasteuriens se mobilisent (malgré des pressions inadmissibles). L'intersyndicale propose : maintien intégral des emplois, remboursement à 100 % (pourquoi 50 % ?) par l'Etat des services rendus, augmentation de l'aide à la recherche, remboursement par la Sécurité Sociale des vaccinations (la grippe par exemple). D'autres travailleurs de la Santé (CNRS, INSERM, hôpitaux publics et privés, laboratoires) et des ouvriers de Lip, Cerisay, ORTF... leur apportent un soutien réel.

Mais le 29 novembre, le Conseil d'Administration décide de supprimer les 149 postes. Monod n'obtient même pas le remboursement à 50 % des services rendus.

A terme, l'avenir de Pasteur n'est pas assuré pour autant : on sent la volonté du Pouvoir de refuser les crédits nécessaires (c'est clair à propos de la construction d'un bâtiment d'immunologie prévue par le VI<sup>e</sup> Plan). Le Plan Monod ne résoud rien : à l'avenir, de nouvelles régressions de l'I.P. ne sont pas à exclure.

L'I.P. est victime de l'environnement capitaliste. L' « idéal » qu'il représente pèse peu aux yeux de ceux pour qui la recherche n'est qu'une bourse aux idées commercialisables.

La prévention sanitaire vers laquelle les pasteuriens sont orientés, à travers la recherche immunologique, la production des vaccins, les expertises... ne peut se développer pleinement. Les trusts pharmaceutiques n'ont pas intérêt au développement de la prévention quand elle peut aboutir à une baisse de la consommation des médicaments. Ils souhaitent seulement commercialiser les vaccins (surtout avec le label Pasteur). L'I.P. n'est pas de taille à rivaliser avec eux sur ce plan actuellement. En outre, la Sécurité Sociale, en fait dominée par le patronat, refuse le remboursement du vaccin antigrippal contre l'intérêt des travailleurs et le simple bon sens (un grippé coûte 500 F à la Séc. Soc., le vaccin 20 F. Plusieurs milliers de Français meurent chaque année de la maladie).

Surtout, Monod, le gouvernement et les représentants des intérêts

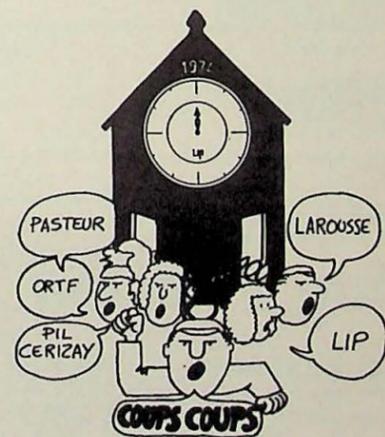
privés au Conseil d'Administration, sont au fond d'accord pour « rentabiliser » l'I.P., c'est-à-dire limiter l'aide publique à la recherche médicale. La même politique est d'ailleurs suivie à l'INSERM et au CNRS. L'effort financier refusé est pourtant nécessaire pour permettre les découvertes concernant la santé et la qualité de la vie, « rentables » à terme si l'on se place du point de vue des travailleurs et non du côté du profit immédiat. Mais la recherche n'est pas au service des travailleurs. Le gouvernement la met au service de l'industrie privée.

Le Plan Monod présente les aspects d'un rafistolage. Si « sauvegarder » l'I.P., c'est vouloir équilibrer les dépenses de recherche par les recettes provenant de la production, on peut être inquiet. Les crédits publics affectés à la recherche médicale ne doivent pas dépendre des aléas d'une production convoitée par les trusts. La responsabilité de l'Etat est clairement engagée dans l'avenir de Pasteur. L'enjeu de cette lutte est politique. Il concerne tous les travailleurs. Jean CAMOU ■

**Composition  
Impression**  
au service  
des militants

**L.I.S.A.**  
6 rue du 11 septembre  
21 - St APOLLINAIRE

**tarifs**  
sur demande



## ce qu'il faut savoir

### ● Statuts :

Fondation privée sans but lucratif. Début 73, création d'une filiale, l'Institut Pasteur Production (I.P.P.) qui fabrique et commercialise les produits Pasteur.

### ● Structures :

— Conseil scientifique (purement consultatif).  
 — Assemblée des 100 qui élit le...  
 — Conseil d'administration qui comprend, outre 4 scientifiques et 4 représentants du gouvernement, 10 « personnalités » du monde des affaires et de la finance, dont les P.D.G. de l'Oréal, M. Dalle, et du Crédit Lyonnais, M. Bloch-Lainé ; vote les budgets, approuve les comptes et nomme le Directeur.  
 — Direction : M. Jacques Monod, prix Nobel.

### ● Finances :

25 % du financement vient de l'Etat (40 à 50 % si l'on compte les crédits apportés à Pasteur par les équipes associées du C.N.R.S.) ; le reste est fourni par la production et les dons. Chiffre d'affaires en 1972 : 68 millions ; 1 milliard chez Mérieux. Pertes nettes en 1972 : 1,5 million. Monod propose : une économie de 5 millions (149 postes), une recette de 4,3 millions ; obtient : la suppression des 149 postes, 4,1 millions seulement de l'Etat. ■

## PROJET FONTANET :

# le réformisme à l'épreuve

La réforme de l'enseignement secondaire, rendue publique par Fontanet, était attendue. Sans illusions, pour tous ceux qui ont suivi son élaboration au cours des mois et qui avaient dénoncé, en son temps, l'opération-caution du colloque à grand spectacle du même Fontanet (TS 598). Bernard Ravenel en fait une première analyse.

La volonté d'offrir à tous les enfants entrant dans l'enseignement secondaire une meilleure égalité des chances et la possibilité d'une orientation plus efficace a présidé aux propositions concernant le 1<sup>er</sup> cycle.

Dans cette phrase initiale du projet se tient toute la philosophie de toute réforme scolaire en régime capitaliste : d'abord, au premier plan, il y a l'idéologie : « offrir une meilleure égalité des chances » c'est vouloir montrer que l'école est toujours « démocratique », « égalitariste », etc. et de l'autre côté, derrière, c'est le fric : « une orientation plus efficace », en clair, sélectionner davantage au détriment des enfants des travailleurs. La réalité scolaire se présente toujours masquée, les réformes aussi.

Bien entendu, si le projet semble spectaculaire, il ne faut pas oublier qu'il s'intègre dans un ensemble de réformes modifiant en amont ou en aval de l'enseignement secondaire le système de formation pour mieux l'ajuster aux besoins différenciés de l'économie capitaliste.

En amont, c'est la loi Royer qui permet de livrer directement au patronat une main-d'œuvre très malléable, à bon marché et utilisable pour les travaux simples.

En aval, c'est la réforme de l'enseignement supérieur avec le projet des DEUG qui institue une sélection plus étroite dans le premier cycle du supérieur et qui se caractérise essentiellement par la mainmise patronale sur les programmes et la formation profes-

sionnelle immédiatement postérieure et, par conséquent, sur l'embauche.

Le tout est couronné par la loi et les accords sur la formation continue qui instituent à tous les moments de la vie professionnelle et des nécessités du recyclage un contrôle étroit du patronat.

C'est dire que le projet Fontanet sur l'enseignement secondaire porte sur son aspect seulement de l'ensemble en cours de restructuration et que s'il est plus spectaculaire, c'est parce qu'il concerne la base sociale décisive pour l'avenir politique du régime — et du système : la petite bourgeoisie.

En effet, la caractéristique première de la politique scolaire française a été de nouer des alliances de classes — ou de couches — où l'enjeu principal visait à couper la petite bourgeoisie de la base ouvrière, en faisant miroiter à celle-ci une perspective de promotion sociale avantageuse et ce, par le moyen de l'école.

Or, le coût économique de l'entretien de cette perspective — qui se traduit par exemple par le baccalauréat et son corollaire, l'entrée à l'Université, à la portée de toute la petite bourgeoisie — n'est plus supportable dans le cadre de l'acuité de la concurrence inter capitaliste d'aujourd'hui.

Il s'agit désormais de confiner dans un réseau scolaire déterminé toute une partie des jeunes pour lesquels une qualification limitée — et surtout une élasticité mentale — doit être suffisante, étant donné le débouché professionnel que le système leur ré-

serve (en gros, le secteur tertiaire, les petits techniciens, etc.). Main-d'œuvre qui doit pouvoir se modifier et se recycler au gré des besoins et des aléas de la conjoncture, d'où un besoin de formation professionnelle — en réalité de recyclage — renforcé. Tout le reste est bavardage pédagogique.

Le problème est grave : le régime est obligé d'annoncer à la petite bourgeoisie que l'école ne peut plus lui garantir ce qu'elle ne peut donner : une « bonne situation » à ses enfants. La crédibilité de l'école en sort sérieusement amoindrie. Cela mesure le risque politique encouru. D'où la nécessité d'une justification « pédagogique-idéologique » de cette sélection renforcée, d'où la récupération des thèmes modernistes de la pédagogie en vogue, etc. Comme ce n'est pas du tout sûr de suffire, la nécessité parallèle de renforcer les contrôles répressifs pendant la scolarité s'impose, « il est indispensable d'affermir le rôle du chef d'établissement et de lui donner des pouvoirs et des responsabilités, y compris dans le domaine pédagogique ». (P. 17 du projet).

### quelle riposte ?

Toujours est-il qu'aujourd'hui, deux observations s'imposent : la première, c'est la capacité idéologique de la direction capitaliste qui nous gouverne d'intégrer les thèmes de la recherche pédagogique. La seconde, c'est qu'il ne faut pas, maintenant, surestimer politiquement les possibilités immédiates de la riposte à ce projet.

Bien sûr, la contradiction entre l'espoir de promotion sociale de la petite bourgeoisie par l'école et le refus du système économique donc scolaire, de satisfaire à ces attentes va faire exploser des luttes dont les objectifs ne seront pas clairs du point de vue anticapitaliste. Après avoir critiqué le DEUG comme super-bac, ne va-t-on maintenant attaquer le futur bac comme un sous-bac. Va-t-on se battre pour un bac « authentique », « véritable », etc., ou remettre en cause les examens ?

C'est là que le réformisme scolaire va voir ses limites. « Le bac pour tous ». Sera-t-il l'arrière-plan stratégique des partisans de la démocratisation de l'école ? Il faudra revenir sur tous ces problèmes trop vite évoqués.

Ce sera, en tous cas, le travail des militants politiques de faire une analyse de classes des scolarisés et de faire le rapport entre stratification sociale au niveau de la production et des services et organisations de l'enseignement pour en permettre la reproduction. Ce travail, pour être complet, ne pourra se faire qu'en liaison étroite avec les militants syndicalistes ouvriers. Or, le travail initial de liaison est d'autant plus nécessaire qu'il permettra de joindre concrètement dans leur lutte pour la garantie de l'emploi, pour le contrôle du marché du travail et de l'embauche, pour la remise en cause de la division sociale du travail, les scolarisés et les travailleurs dont les intérêts doivent être plus que jamais communs face à Fontanet et à ceux qu'il représente.

Bernard RAVENEL ■

## formation

### la réflexion précède l'action

Si la tâche prioritaire des militants est l'intervention dans les luttes, la réflexion sur ces actions et l'acquisition d'instruments théoriques et pratiques sont indispensables. Le service national « formation » signale à votre attention :

— la parution de 4 dossiers de formation élaborés à partir des stages d'été, actuellement en cours d'impression (parution fin janvier). Au prix de 2 F l'unité, ils regroupent en une vingtaine de pages des textes, des commentaires, des définitions et un mode d'utilisation. Les titres : analyse de la société française - les forces sociales en mouvement, le mouvement ouvrier - les réponses politiques du PSU. 25 fédérations ont passé des commandes nous encourageons vivement les autres à le faire. Ces dossiers doivent faciliter la mise sur pied de cycles de formation.

— Les PSU Documentation : la collection s'allonge et, d'ici deux ans, on peut espérer un échantillon assez complet pour la formation. Les prix sont de 1, 2 ou 3 F selon l'épaisseur. Mais surtout, abonnez-vous (au moins un

abonnement par section pour faire une petite bibliothèque) au tarif de 15 F les 20 numéros (CCP 58 26 65 Paris).

— Les week-ends de formation : une semaine sur deux, 9, rue Borromée - Paris-15<sup>e</sup>, auront lieu des week-ends réservés à ceux qui entendent se consacrer à des tâches de formation dans leur secteur d'intervention. Quelques dates : 9, 10 février : organisation, SO (voir circulaire).

— Les stages d'été : les militants qui préparent déjà leurs vacances doivent noter sur leur calepin les stages d'été. En principe, il y en aura trois, un fin juillet (en Bretagne sans doute), deux fin août (aux Guions et à Toulouse). Des renseignements supplémentaires seront bientôt communiqués.

Pascal DORIVAL ■

P.S. : pour les week-ends de formation, afin que les fédérations éloignées de Paris ne soient pas défavorisées, il y aura péréquation des frais de transport entre tous les participants. Ce qui permettra des frais de l'ordre de 30 à 50 F, pris en charge par les fédérations.

## front des luttes

### 7 SEMAINES DE GRÈVE

#### chez Dynamic

CHEZ Dynamic à Ormoy (Essonne), la grève dure depuis le 10 décembre (voir « TS » 603). La direction refuse toujours de négocier, avant reprise du travail, sur les conditions de travail, l'augmentation uniforme des salaires, l'application des textes en matière de droit du travail (sécurité notamment).

Le comité de grève et la section CFDT ont soumis à l'expert un protocole d'accord, accepté par les grévistes, le lundi 21 janvier, conformément aux décisions du tribunal. Pour appuyer leur revendication, maintenant que la décision est à nouveau dans le camp du patron, les grévistes ont décidé d'occuper l'atelier du mélange qui continuait de tourner au ralenti, bien qu'il y a quinze jours le patron ait écrit aux ouvriers de cet atelier qu'il les mettait en chômage technique.

Vendredi 25, une manifestation organisée par le comité de grève et le comité de soutien est prévue. Le même jour, la CGT seule rencontrera la direction « Pour faire quoi ? » demandent les grévistes.

Chacun de ces derniers a reçu environ 500 F, compte tenu des versements effectués par la municipalité communiste de Corbell. Au foyer des travailleurs immigrés, on craint les « mises à la porte » si les loyers ne sont pas payés à temps. En effet, la loi sur la location (pas d'expulsion pendant l'hiver) ne joue pas, en raison du caractère « hôtelier » de ces foyers. « Nous avons un besoin urgent de fric ! » disent les responsables syndicaux CFDT de l'Essonne.

CCP LA SOURCE 30 883 07  
CFDT DYNAMIC  
21-1-74. ■

#### ... et à Pederneq

Une grève dure à bec et à griffes à Pederneq (Côtes-du-Nord), qui entre dans sa 7<sup>e</sup> semaine. 5 000 poulets abattus à l'heure, un homme seul manipulant 2 000 caisses de 20 poulets (dans les manifs c'est un peu différent...), horaires affichés non respectés, repas pris dans un réfectoire délabré, exposé à tous vents, transports en commun poulets vivants/ouvriers, vestiaires non

chauffés, WC (n'en parlons pas... le papier est rationné !), salaires dérisoires : 963 F 62 pour 162 h 50, 1 041 F pour 168 h.

On doute que le patron, M. Doux, accède à la satisfaction des revendications... et ça peut durer encore très longtemps, les plumes voleront haut !... Il y a un petit mystère, celui d'un camion incendié par un gréviste qui a reconnu les faits (sous quelles pressions ?) ; mais personne n'a rien vu même pas les journalistes.

Un mot « doux » a été envoyé par le patron aux grévistes « si vous continuez la grève, je vous considère comme démissionnaire ». Intimider, faire peur, provoquer, c'est la tactique du patronat. Mais il faudra bien discuter face à la détermination solide des grévistes.

Question solidarité, c'est bien parti : Fest-Noz à Paimpol (gros succès plus que départemental - une somme importante recueillie par les grévistes). Le conseil municipal a même voté une subvention de 1 000 F. Avis aux édiles amateurs du coin ! On n'insiste jamais trop à ce sujet !

Corresp. ■



## nota bene

(1) Il existe une commission PSU des animateurs. Prendre contact par l'intermédiaire de « TS ». L'un des membres de cette commission vient justement de se faire vider de son poste. Il aura du temps pour vous répondre !

(2) Un livre de Marc Mangenot (« Les animateurs se rebiffent », aux Editions universitaires, 10, rue Mayet, Paris 6<sup>e</sup>) analyse le phénomène de l'animation et ses composantes politiques. Le papier d'aujourd'hui et celui qui précède ont été écrits grâce au livre de Mangenot, aux textes de la commission et aux papiers des correspondants de « TS ».

(3) Le groupement d'information des travailleurs sociaux (GITS) organise, les 26 et 27 janvier, un week-end de réflexion sur l'animation. Renseignements : Champ Social, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris 6<sup>e</sup>. ODE. 39.46.

Il n'y a pas d'animateurs heureux. A la botte les animateurs du Mans, de Fougères, de Boulogne-Billancourt, de Rennes, de Valence (voir TS n° 603). La bourgeoisie commence à comprendre : l'animation culturelle, c'est le ver dans le fruit. Toutes les sébilles sont des cocktails molotov ! Voilà l'animation culturelle, indispensable au prestige du régime qui mord son maître. Vite, Druon, Comiti, les copains, au secours !

**A** Blois (maire, Sudreau) la reprise en main est en cours. En 1971, la Fédération régionale des MJC (créée pour faire éclater la Fédération nationale trop « communiste ») change les directeurs de deux maisons. Mais le Conseil d'Administration de l'une d'entre elles demande à nouveau l'adhésion à la Fédération française. Mécontentement à la Mairie où, en outre, on juge un peu trop gauchiste la nouvelle directrice. Si bien qu'un beau matin, sans prévenir personne, les employés municipaux viennent déménager le matériel. Les adhérents occupent les locaux pendant 15 jours (fin 73). Puis la maison est fermée. Mais attention à l'épidémie : l'autre MJC, restée fidèle à Sudreau, refuse d'inscrire les jeunes qui viennent de la maison fermée. La démocratie sélective est la meilleure forme de démocratie, n'importe quel centriste vous dira ça.

Il n'y a pas d'animateurs heureux, parce que l'animation socio-culturelle est un leurre. Le Pouvoir l'a inventée, parce que c'était la meilleure façon de prouver qu'on n'en avait pas peur. Bien. Mais aussi :

1. Pour montrer au peuple que la société des loisirs fonctionne bien. Ainsi, la MJC ou le Centre Culturel Municipal sont la preuve vivante que la France est sortie de la pénurie et qu'elle peut même se permettre de gaspiller de l'argent dans une sorte de budget peuple ;

2. Pour récupérer les classes moyennes et en particulier les jeunes scolarisés ;

3. Pour atténuer les tensions sociales nées de l'urbanisation. Ou bien,

dans les villages, pour tenter de retenir les jeunes faute de les retenir avec du travail (« Visitez Saint-Symphorien, sa piscine, sa maison des jeunes, sa zone industrielle vierge »).

## le prestige !

Mais racontons plutôt, car un petit dessin vaut mieux qu'un long discours. Allons à Troyes dont le maire est Galley. En 1973, la Maison des Jeunes a coûté 28.600 F aux collectivités locales. C'est à peu près dérisoire. Sur cette somme, il faut enlever 7.600 F pour le remboursement d'un emprunt contracté pour la construction d'un FJT dont la maison n'a plus la gestion. Voyez ce qu'il reste pour l'inauguration des locaux ; il y a sept ans, on a dépensé 6.190 F de timbres spéciaux, de cartes postales et de plaquettes illustrées. Le prestige, mon vieux, le prestige !

Deuxième point : récupérer les classes moyennes. Tout le monde sait que la fréquentation des locaux d'animation culturelle n'est pas le fait des ouvriers (1). On peut mettre des MJC à tous les coins de rues, tant qu'on n'aura pas modifié la condition ouvrière (horaires, transports, logements, mais aussi garde des enfants, etc.) seuls les jeunes lycéens, les profs, les marginaux y viendront. On voit bien que la réussite de l'animation est fonction d'une politique d'ensemble incluant les MJC, mais aussi l'organisation du travail, la distribution des livres, la transformation de cet ORTF qui pratique l'émancipation par le sommeil, etc.

Malheureusement pour la bourgeoisie, l'animation est aujourd'hui le ter-

rain de révolte d'une partie des classes moyennes ! Le Pouvoir voulait donner un peu de culture, mais pas trop, un peu « d'apprentissage de la responsabilité » mais pas trop. Il a mis en branle une sorte de machine infernale qu'il ne sait plus arrêter.

Il y a des cas où les utilisateurs ne font pas partie des classes moyennes. Il s'agit par exemple des animateurs de prévention qui doivent jouer le rôle de mercurochrome sur les plaies de l'urbanisation. Celle-ci, le chômage des jeunes aidant, crée la délinquance. L'animateur des rues devra atténuer ou détourner cette forme de la révolte. Et s'il ne parvient pas à la prévenir, on attend de lui qu'il prévienne... les flics.

A Poissy, les animateurs ont refusé cette forme de surveillance qui fait d'eux les larbins du capitalisme. Douze d'entre eux sont aujourd'hui menacés de licenciement. Ils ont refusé. Comme à Caen, cet éducateur condamné, ou à Besançon en 71, ces deux autres condamnés eux aussi pour avoir refusé de donner des renseignements à un juge d'instruction. Condamnés parce qu'aux yeux du Pouvoir ils sont devenus complices de ceux qu'on leur demandait d'éduquer. Eduquez-les, mais soyez prêts à les laisser tomber, n'est-ce pas ? Vous n'êtes pas au service des délinquants, vous êtes des auxiliaires de l'ordre.

## à la tour Eiffel

C'est pour lutter contre cette forme « d'animation » et contre 12 licenciements d'animateurs peu dociles, qu'aura lieu le 1<sup>er</sup> février à 10 heures, une manifestation de la Tour Eiffel au Ministère des affaires sociales.

Il n'y a pas d'animateurs heureux parce que l'animation, c'est de la poudre et elle ne peut servir qu'à être le ferment de la révolte. Un dernier exemple, celui de Montbéliard.

Cela se passe dans un quartier populaire : 70 % d'ouvriers de chez Peugeot. 54 % d'immigrés. Le directeur de la Maison de l'Enfant ne veut pas se contenter de faire du rotin. Il prend de fâcheuses initiatives : s'apercevant que les gosses qui lui sont confiés vivent dans des logements insalubres, ce garçon aide les parents à s'organiser et à lutter. Seulement, le gérant de la cité-dortoir est un adjoint au maire et l'animateur est employé municipal... Viré.

Le maire, c'est Bouloche, un socialiste. N'aime pas que la lutte des classes traverse son jardin, celui-là. (A propos, le soutien au licencié a été le fait du PC, du PSU, etc. On n'a pas vu les employés communaux CFDT, pourquoi ?)

Il n'y a pas d'animateurs heureux. Parce que l'animateur qui fait un réel

travail pour sensibiliser les usagers aux problèmes réels de leur vie quotidienne va rentrer fatalement en conflit avec son employeur. Alors, on passe son temps à jouer au chat et à la souris. Pour durer, les animateurs acceptent de faire du canoé-kayak et de causer un peu, de temps en temps, d'un problème politique situé très, très loin, de chez nous. C'est la tactique des communistes : pas de conflits. Faisons le dos rond. Un jour, les places où nous sommes vaudront cher : ici, dans cette maison, au milieu du quartier, avec ce matériel, ces salles de réunions...

Terminons sur le tandem Galley-Druon. Saviez-vous que l'estrade où c'est que Pampidou monte dessus pour la revue du 14 juillet, elle est construite aux frais du ministère des Affaires culturelles ? Coût : 90 millions d'AF, au titre de la « décoration des rues ». Ça me désole moi, des choses pareilles.

Jacques BERTIN ■

(1) D'où la faiblesse relative de la solidarité ouvrière pour soutenir l'animation. On n'entend gueuler que la majorité silencieuse qui demande où va son argent. Le Pouvoir joue sur du velours.



## à Grigny, place aux herbes...

**U**N cas particulier : celui du foyer des jeunes de la Grande Borne — vous savez ? la « cité nouvelle » de Grigny, dans l'Essonne, chef-d'œuvre d'Emile Aillaud, aux façades ondulantes et multicolores, aux perspectives imprévues... Mais encore : la Grande Borne qui sert de « cité de transit », îlot de 15 000 habitants au bord de l'autoroute du Sud — la ville aux loyers non payés, aux mille saisies d'huissiers, aux quatre ou cinq tentatives de suicide par semaine, qui vit au rythme des sirènes de la prison modèle de Fleury-Mérogis... Un peu mélo ? C'est pourtant cela.

Le foyer — le seul du genre — a été ouvert il y a deux ans par le service social des HLM (les « Cités-Jardins ») qui y est contraint par la circulaire 71-139 de Chalandon relative aux « mètres carrés sociaux ». Jusqu'à présent, le centre vit d'une subvention du promoteur et d'une autre — de 5 millions d'anciens francs — du Conseil Général de l'Essonne.

On n'y prononce guère le mot « culture », on n'y fait pas de « séminaire ». Animé par deux éducateurs em-

ployés par les Cités-Jardins, il organise diverses activités (danse, karaté), mais surtout se veut un lieu ouvert pris en charge par les jeunes — les responsables étant simplement « disponibles », ni moniteurs de « patro » ni flics pour écouter, répondre, aider... Et puis, il accueille aussi et appuie des initiatives comme celles du « Club de Grigny », association de quartiers née de la volonté des résidents. Aujourd'hui, le Foyer de la place aux Herbes est fréquenté par quatre cents enfants et jeunes (de 5 à 20 ans).

Seulement voilà : à la fin novembre, le Conseil général de l'Essonne (deux tiers de ses membres « à droite », un tiers communiste) annonce qu'il ne croit pas devoir accorder de subvention pour 1974... Avec un remarquable à-propos, le service des Cités-Jardins mute alors un éducateur et prépare le départ du second — la fermeture du Foyer devant intervenir le 30 janvier, lors du prochain Conseil d'administration des HLM de la région parisienne.

Aussitôt, les jeunes se révoltent, recontrant la solidarité active des travailleurs sociaux de la Grande Borne et

des adultes concernés. Les actions se succèdent : réunions générales, tracts, affiches, défilés dans la cité, pétitions, lettres aux administrations impliquées et aux organisations locales, visant à empêcher dans l'immédiat la fermeture du foyer comme à préparer un avenir plus lointain.

L'Office des HLM fait le mort. La municipalité communiste, qui ne répondra jamais aux invitations répétées du comité de défense, fait savoir qu'elle est « intervenue » auprès du Conseil général... Enfin, après bien des faux-fuyants, la section du PC, pressée de se définir clairement vis-à-vis du mouvement, finira par refuser « son engagement physique » dans la lutte se déclarant « peu sûre des points de chute » ; elle sera suivie de près ou de loin par les organisations locales liées à la municipalité.

En fait, à mots couverts, c'est un certain type d'animation — non directive, peu canalisable, misant sur les ressources propres du milieu — qui est ici mis en cause. Dans cette affaire, la position de l'Office des HLM se rapproche singulièrement de celle de no-

tables et de petits chefs « de gauche », régnant jusqu'ici en maîtres incontestés sur un grand ensemble dont la population, instable, est issue d'horizons divers ; où la vie ne commence qu'avec peine à s'organiser...

Le samedi 26 janvier, une journée d'action est décidée par les jeunes et le comité de défense, à la Grande Borne : on envisage une opération « porte ouverte », un spectacle pour enfants, un défilé avec fanfare, une animation des places avec démonstrations de danse et de karaté, des distributions de tracts, des réunions d'information...

Les moyens, certes, sont limités. Mais les jeunes, les éducateurs du foyer, les travailleurs sociaux de la Grande Borne, les adultes engagés sont prêts à aller jusqu'au bout. Ils ont conscience de se battre pour autre chose que des murs. Ils se refusent à ce qu'on leur enlève « leurs » locaux pour les voir bientôt confiés, comme à Poissy, à la Brigade des mineurs ou, plus vraisemblablement, à la municipalité et à ses caporaux de la « culture » planifiée.

R. L. ■

# UN AN DANS T.S.

Nous continuons de survoler l'année 73, telle que TS en a rendu compte. Histoire de familiariser nos nouveaux lecteurs avec l'hebdomadaire du PSU.

**TS** RACONTE donc, informe, analyse le combat social en France. Il n'en néglige pas pour autant l'étranger. Interviews et reportages de Jean Verger en Amérique Latine. Analyses nombreuses sur la situation en Afrique où René Lanarache fait de fréquents séjours. Reportages sur le Proche-Orient, où l'on sent bien que la tension permanente très forte ne peut que provoquer un nouveau conflit à court terme. Reportage de Jean-François Merle en Algérie ou en Grande-Bretagne. Papiers d'analyses réguliers de Bernard Jaumont ou Daniel Lenègre

sur l'évolution générale de la situation internationale : nous n'avons pas la place ici de citer tout. Juste ce passage d'un article de Gérard Borel, qui était à Santiago quelques jours avant le putsch...

« Quant à Allende, il doit s'apprêter à un sixième ou septième remaniement ministériel depuis son arrivée au pouvoir. Que va-t-il faire de l'armée, maintenant qu'il a « épuisé » une bonne fournée de généraux ? Tous les jours, une foule s'amasse devant la Moneda pour soutenir le « camarade président ». Et il n'est pas rare que celui-ci apparaisse à la fenêtre quelques minutes pour recueillir des ovations. »

« Mais que fait Allende pour le peuple ? Que peut-il faire dans ce bourbier constitutionnel qui le condamne à l'immobilisme ? N'est-il pas significatif que le soir des premiers incidents, le président ait conclu son discours aux femmes de l'U.P. venues l'appuyer, par ces considérations : « Ils (la droite) ne peuvent me détruire, car la loi ne

leur permet pas. » La loi ! Alors que le peuple réclame sans cesse « la mano dura » contre la sédition...

(TS 586 - 5/9/73.)

**C**ETTE tragédie qui se prépare au Chili, nous ne pouvons malheureusement pas faire grand-chose pour l'empêcher. Face à la coalition de la réaction chilienne et des impérialismes occidentaux, l'U.P. se bat seule, et il sera trop facile, après, de venir donner à Allende des leçons posthumes. En revanche, chacun sait bien ce qu'une France socialiste aurait pu faire, le rôle qu'elle aurait pu jouer, le soutien qu'elle aurait pu apporter à nos camarades chiliens. Loin de toute fuite dans le « tiermondisme », le PSU sait bien que sa responsabilité se situe d'abord en France. Il s'agit, cinq ans après Mai 68, de se préparer à prendre le pouvoir, chez nous. C'est ce que rappelle Gérard Féran, au lendemain des élections perdues.

« Il est plus important, pour le mouvement révolutionnaire, de s'attacher à comprendre et à agir sur les mutations qui touchent en profondeur la société française depuis 68, que de passer son temps à distribuer des bons et des mauvais points à toute la gauche et l'extrême gauche. Il devient tellement clair aujourd'hui que c'est tout le mouvement ouvrier qui doit pouvoir intégrer Mai 68 dans son histoire, sous peine de rater sa chance, qu'il est à peine croyable que les uns et les autres s'ingénient encore à mieux le diviser. »

« Il y a assez à faire pour redonner à toute la gauche une capacité d'imagination et de création dont elle reste largement dépourvue. Cela devrait suffire à occuper notre temps, cinq ans après mai 68... »

(TS 577 - 9/5/73.)

**D**E là à conclure que le seul souci du PSU — ou tout au moins de sa direction — est de passer le plus rapidement possible, avec armes et bagages, au sein du PS, il n'y a qu'un pas, que des audacieux auront rapidement franchi... Une interview de Michel Rocard à TC, interprétée fort librement par Yvan Levaï sur Europe n° 1, suffit à déclencher une mini-crise à l'intérieur du parti. Mini-crise qui aura vite fait de se régler d'ailleurs, preuve que le PSU a décidément épuisé les délices des querelles intestines... Michel Rocard, avant d'entreprendre un voyage au Proche-Orient sur invitation de la Ligue Arabe, avait lui-même tenu à mettre les choses au point.

« Vis-à-vis du PS, nous n'avons pas à prendre d'initiatives ou de paris. Il nous faudrait au contraire juger sur l'orientation et la pratique, qui restent largement à définir. »

« En revanche, nos initiatives et nos paris devront concerner les moyens d'agir efficacement sur le terrain, et de

provoquer une convergence des luttes dépassant l'ampleur actuelle des forces effectivement autogestionnaires. »

« C'est tout l'esprit de la résolution de la dernière DPN qui pose le problème d'une restructuration de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, à travers une stratégie axée sur le contrôle des travailleurs et sur le contrôle populaire dans tous les secteurs de la lutte des classes. Le développement d'une force politique autogestionnaire capable de peser sur le plan social et politique dans la détermination des objectifs et de la stratégie de l'ensemble du mouvement ouvrier et le développement, chaque fois que ce sera possible, de l'unité de classe de toutes les organisations du mouvement ouvrier (...). »

« Voilà le sens de quelques propos récents, rien de plus, rien de moins. »

(TS 579 - 23/5/73.)

**J**UGER sur l'orientation et la pratique. Le congrès du PS, à Grenoble, va être l'occasion de se rendre compte de ce qu'ils ont dans le ventre, ces gens-là qui, comme nous, parlent d'autogestion. Le parti de Mitterrand a-t-il, oui ou non, définitivement rompu avec les vieilles pratiques sociales-démocrates des beaux jours de la SFIO ? Gérard Féran était l'envoyé spécial de TS.

« Le Congrès de Grenoble a passé son temps, parfois brillamment, avec François Mitterrand, le plus souvent dans la médiocrité et dans l'ennui, à éviter de parler des questions fondamentales qui sont aujourd'hui celles du mouvement ouvrier (...). »

« Certes, la SFIO est définitivement morte à Grenoble, et ce serait une erreur profonde que de croire que le PS n'a pas vraiment changé (...). Mais quant à son avenir, rien n'est encore tranché : assisterons-nous à la nais-

sance d'un néo-réformisme, d'un parti d'électeurs, certes moderne et dynamique, mais finalement étranger au mouvement ouvrier et à ses luttes ? Verons-nous au contraire le PS se transformer en profondeur, s'engager clairement dans la voie de l'unité populaire, du contrôle ouvrier et du socialisme autogestionnaire ? »

« A ces questions, aucune réponse réelle n'a encore été donnée... »

(TS 583 - 27/6/73.)

**L**E 36<sup>e</sup> congrès de la CFDT, en revanche, qui se déroule à Nantes, réaffirme clairement les choix de la deuxième centrale syndicale pour le socialisme autogestionnaire. Dans l'interview qu'il accorde à TS, Edmond Maire explique nettement ce choix, et en quoi il n'est pas dissociable d'une stratégie unitaire.

« Nous savons que l'unité d'action contre le régime capitaliste est une nécessité. L'union de l'ensemble du mouvement socialiste est nécessaire pour le passage au socialisme en France. »

« Le débat, ce n'est pas l'échange d'insultes, mais un dialogue franc et fraternel. C'est notre conception, nous n'en changerons pas. »

« Nous ne tomberons pas dans le piège qui consiste à vouloir nous faire abandonner le socialisme autogestionnaire pour éviter d'être taxés d'anticommunisme. »

« L'avenir socialiste de la France ne peut être qu'autogestionnaire, parce que c'est la tradition du peuple ouvrier français, et que ce sont les aspirations qui se sont révélées à tout moment de notre Histoire, notamment en 68. »

(TS 581 - 6/6/73.)  
Bernard LANGLOIS. ■  
(A suivre.)

# 2073

NOUVEAUX  
ABONNÉS

## la bataille pour TS continue !

jusqu'au 15 mars, prix spécial  
de 60 F. Avec en prime le  
manifeste du PSU :

“ contrôler aujourd'hui pour  
décider demain ”

un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 60 F  
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015 Paris  
C.C.P. Paris 5.826.65